

Développement en Tchécoslovaquie

1^o juillet 1930

Cher camarade Lenorovic,

Ayant de faire face à des travaux qui ne souffraient aucun délai ainsi qu'à une détérioration passagère de ma santé, je n'ai hélas pas pu m'occuper ces derniers temps des thèses syndicales. De toute façon, outre ces raisons secondaires, je ne me sens aucunement en mesure de rédiger un manifeste aux travailleurs tchécoslovaques sur la question syndicale. Je crois d'ailleurs que l'Opposition tchécoslovaque n'est elle-même guère en état, dans sa situation actuelle, de produire un document d'une telle importance et cela pour deux raisons: la question, dans son fond même, n'a pas été suffisamment étudiée discutée, travaillée, au moins en ce qui concerne l'Opposition dans sa globalité. Mais, même si tel n'était pas le cas, on dispose de beaucoup trop peu de points d'appui pour donner à la première prise de position la forme d'un appel programmatique, d'un manifeste. Car un pas de clerc dans cette affaire ne ferait que rendre plus difficile une entreprise sérieuse dans ce domaine, dans un avenir proche.

Je crois qu'il faut maintenant inciter tous les camarades à faire tout leur possible autour d'eux pour prendre pied dans le mouvement syndical. Si tel ou tel groupe local, tel ou tel camarade, commet ce faisant une erreur, ce n'est pas un grand malheur. Cela ne fera qu'enrichir l'expérience de toute l'Opposition tchécoslovaque et internationale, qui interviendra alors au moment voulu pour corriger les erreurs et publier le document programmatique.

Je vois donc un certain laps de temps devant nous, qui sera consacré à l'étude et en quelque sorte à des expériences locales. Il n'est pas nécessaire que ce délai soit très long; si les conditions sont favorables, il ne peut s'agir que de quelques mois. D'ailleurs, les droitiers nous aident également dans la mesure où leurs expériences sont un enrichissement pour nous. J'espère pouvoir m'exprimer dans les jours qui viennent à propos de la suite de l'élaboration du matériel syndical.

Comment va votre santé ?

4 juillet 1930.

Cher ami,

Je suis pressé de vous envoyer la copie de ma lettre à Scribner. Je suis peu étonné par l'appréciation négative de la traduction: je suppose que c'est la même en Amérique. La traduction américaine, soigneusement corrigée par le couple Eastman, est très louée par la presse. Mais peut-être l'éditeur a fait une nouvelle traduction, tant pis. Ne pourrait-on pas faire passer par la presse anglaise par Postgate quelques lignes sur l'indignation des amis de l'auteur ou de l'auteur même sur ce titre stupide et indigne?

Je suis très pressé pour le courrier. Mes meilleurs saluts.

La crise française

Juillet 1930

Chère camarade Jeanne,

Dans la lettre-circulaire, j'ai essayé d'analyser précisément les mêmes questions que vous soulevez dans votre dernière lettre. Vous permettrez que je ne revienne pas à ces questions générales dans cette lettre. Je veux seulement noter une chose qui me paraît assez importante. C'est juste que nous n'opposons pas l'Opposition au parti communiste. Mais, pratiquement, nous sommes obligés de nous opposer de la manière la plus distincte à la direction du parti que nous considérons comme direction de la fraction stalinienne qui avait provoqué la scission du parti. Pour gagner les ouvriers à nos idées, il faut populariser l'organisation qui les représente, c'est-à-dire la Ligue. Voilà pourquoi nous devons faire "la réclame" pour la Ligue. La question du tact nécessaire garde naturellement son importance, mais le "patriotisme" de son organisation, patriotisme ferme, courageux et offensif, est obligatoire pour chaque communiste de gauche. Sans cela, on ne peut vaincre.

Sur la crise de l'Opposition française, j'ai écrit mon opinion au camarade Senine. Les divergences, quelles que soit leur importance, ne peuvent ne doivent pas mener l'organisation à des secousses. La forme aiguë et personnelle de la lutte s'explique par une certaine stagnation de l'Opposition française, par le manque d'ouvriers, d'éléments jeunes et pas usés. Mais je regrette beaucoup que vous n'indiquiez pas dans votre lettre ce que, personnellement, vous ou Raymond, ou d'autres camarades qui sont mécontents de la direction, entreprenez pour s'approcher des ouvriers. Vous dites que l'idée d'obliger chaque membre de la Ligue à avoir dans son entourage au moins trois jeunes ouvriers est mécanique. Jusqu'à un certain point, oui, comme toutes les règles générales qui doivent diriger, préciser le travail. Mais je trouve cette idée tout à fait indiquée, surtout pour l'Opposition française. Cette "règle" oblige à développer de l'initiative quotidienne pour sortir de l'isolement. Quelle que soit la justesse de la critique des camarades de la majorité parisienne, cette critique aura démontré toute sa valeur du moment où elle marchera parallèlement avec l'initiative pratique. La même chose pour le contenu de La Vérité, pour sa distribution, etc.

J'ai aussi écrit à Senine sur le point délicat qui m'avait beaucoup inquiété pendant votre séjour chez nous. J'avais écrit avec votre aide une lettre dans laquelle j'avais essayé de démontrer que la décision néfaste aura très longtemps des conséquences, sur toute la vie. C'est une faute grave de croire que cette répercussion est déjà surmontée. Malheureusement non: l'activité de notre ami donnera toujours aux ennemis de classe la possibilité de manier cette arme dangereuse devant les masses. Je regrette beaucoup d'être obligé de soulever ces choses désagréables. Mais je crois que, dans l'amitié révolutionnaire, comme dans la politique révolutionnaire en général, on se doit réciproquement de ne pas (masquer) les vérités, même amères, mais d'essayer de mieux prévoir pour mieux s'armer d'avance. Je crois que notre ami devrait ajouter à son dévouement et à son énergie un peu d'autodiscipline et de réserve comme vous.

Je suis tout à fait prêt à m'exprimer, si vous le souhaitez sur les questions intéressantes dans des lettres adressées à toute l'organisation. Je le ferai dans l'avenir. Mais la première chose, c'est d'endiguer la crise, d'assurer la continuité, de La Vérité comme hebdomadaire, de La Lutte de Classes comme mensuel, d'organiser la vie de la Ligue sur la base plus démocratique et en même temps plus large - parce qu'une trentaine de camarades, ce n'est pas grand chose et la démocratie ouvrière sans ouvriers aboutit toujours à des crises personnelles.

A propos des élections

8 juillet 1930

Cher camarade Pfemfert,

Reçu aujourd'hui votre réjouissant télégramme. Grand merci. Nous célébrons cette victoire en dégustant de magnifiques homards que nous avons pêchés aujourd'hui. Je regrette fort qu'en raison de l'insuffisance des techniques de transport, ces homards ne puissent être partagés entre tous ceux qui ont contribué à la victoire.

Reçu un exemplaire de Permanente Revolution avec son enveloppe. Honneur à votre art de la technique et du montage c'est vraiment splendide. Mais on a l'impression que l'inscription sur le drapeau est "*Vive la II^e Internationale !*". Personne ne vous en a fait la remarque ? Je serais heureux si vous pouviez m'en envoyer quelques exemplaires de plus, pas beaucoup, cinq ou six suffiront.

Je suis en désaccord avec la critique de la tactique électorale employée en Saxe. Il faut d'abord, comme préliminaire, régler une question: participe-t-on à l'activité parlementaire ou non ? Pour ma part, je suis sûr que les ultra-gauches, s'ils continuent à pratiquer ainsi la non-participation "révolutionnaire", ne feront que jeter leurs partisans dans les bras du fascisme.

Bien sûr la question à elle seule n'est pas décisive, mais elle fait partie d'un ensemble. Lorsqu'on décide de participer aux élections, il faut toujours indiquer clairement le but que l'on poursuit. La tâche principale ou plutôt préliminaire de l'Opposition est de briser le mur entre nous et la classe ouvrière communiste organisée et de gagner la confiance des ouvriers révolutionnaires. Mais ces travailleurs, dans leur immense majorité se rangent sous la bannière du communisme officiel, déçus, désorientés, méfiants, mais attachés tout de même à la bannière du communisme officiel. Nous devons, par notre activité, leur donner la certitude que dans tout combat contre l'ennemi de classe, nous marcherons à leurs côtés, tout en conservant notre liberté de critique. Les élections ne sont qu'une petite partie d'un grand combat et n'y a donc pas d'autre tactique que celle de Saxe, qui portera ses fruits.

J'ai expédié aujourd'hui à Salinger un télégramme de remerciements. Dois-je entreprendre d'autres démarches également en ce qui concerne M^e Frankfurter ? Je suis un peu désarmé par rapport à mes deux défenseurs, et j'attends que vous me donniez un conseil.

Nous avons commencé à recevoir les journaux allemands.

10 juillet 1930

Cher camarade Gérard,

1 . Merci bien pour votre information sur les camarades indochinois. Je vois que, dans mon impression des événements il y avait un certain malentendu causé jusqu'à un certain point par la lettre du camarade Naville qui opposait nettement cette manifestation, comme une manifestation "juste" aux manifestations proposées par d'autres (aussi par moi) comme étant "fausses". C'est de cette opposition que j'ai tiré la conclusion de deux tendances concernant la question indochinoise. Votre lettre me présente la situation beaucoup plus clairement, sans d'ailleurs changer le fond de la question. Même s'il y a eu des fautes commises dans la question indochinoise, ce sont des fautes sur la voie de l'action et, pour ma part, je les salue en les jugeant bien supérieures au caractère impeccable de la passivité ou de la réserve. Les camarades indochinois ont démontré qu'un groupe, même restreint, mais cohérent et énergique, peut développer une activité d'une haute importance politique.

2 . Vous ne savez peut-être pas que Schumann avait fait appel à la "cour de Dresde". Le procès s'est déroulé de nouveau pendant des semaines et des semaines, avec les inévitables interruptions. Avant-hier, j'ai reçu le télégramme annonçant: "Procès brillamment gagné". Il est bien possible que Schumann continue en troisième instance: il est payé pour cela par Staline et le but est de retarder, sinon d'empêcher la parution du livre *Lenine et les épigones* qui est devenu une chose mystique. Mais puisque Schumann doit couvrir toutes les dépenses du procès, je n'ai rien à perdre même s'il recourt à la troisième instance.

Le fait que Rieder ait cédé sur les notes des deux derniers volumes est très important et représente un succès indiscutable qui démontre aussi la faiblesse de sa position à lui. Ne croyez-vous pas que nous devons exiger non seulement la rupture du traité mais une solide somme de dommages-intérêts ? Je crois que cela donnerait au tribunal une certaine liberté de mouvement c'est-à-dire (la possibilité) de reconnaître la rupture du traité en refusant les dommages-intérêts (qui seraient d'ailleurs tout à fait justes, étant donné l'énorme préjudice causé à l'auteur). La somme qu'on pourrait tirer de Rieder par ce procédé devrait trouver sa destination en France, c'est-à-dire à la Ligue.

3 . Quant à La Révolution permanente, je suis prêt à accepter la nouvelle proposition, comme j'avais accepté les précédentes. Je sais déjà suffisamment que les français traitent les manuscrits comme le vin en le gardant dans les caves, ce en quoi l'opposition ne diffère pas beaucoup de Rieder. L'édition tchèque est parue il y a quelques mois, l'édition allemande il y a deux ou trois semaines. Il y a avec Kra le désavantage d'une inévitable déception de l'éditeur. Il faudrait l'en prévenir. S'il veut une compensation sérieuse, qu'il s'engage pour le livre concernant 1917. Il s'agit d'un gros volume dont la première partie est déjà traduite en allemand et en anglais. Je pourrais vous envoyer quelques chapitres que vous pourriez lui montrer sous condition d'une discrétion absolue. Je crois que du point de vue de l'éditeur, ce livre représente un intérêt tout à fait incomparable avec le livre sur La Révolution permanente.

10 juillet 1930

Cher camarade Torino,

J'ai reçu le «Makazon» au moment où je suis de nouveau bien incommodé par la malaria. J'en ai déjà avalé de ces macazons six ou sept cachets et je suis bien disposé d'en avaler une vingtaine. Si ça donne des résultats positifs, comme je veux bien espérer, j'aurai une double raison de me réjouir.

Je regrette beaucoup de ne pouvoir pour l'instant m'occuper de près de la question italienne. Je suis trop absorbé pour les deux prochains mois par mon livre sur la révolution russe: c'est la seule possibilité de présenter les vérités stratégiques et tactiques - tout à fait déformées et compromises par l'oubli, la mauvaise foi et la polémique pourrie dans la forme la plus concrète, compréhensible et indiscutable: c'est à dire lier les vérités à nouveau à la dynamique révolutionnaire qui les avait engendrées.

Conditions d'édition en Turquie

(10 juillet 1930)

Cher Sinclair,

Merci pour votre lettre si amicale. Le retard de ma réponse s'explique par mon désir de vous communiquer déjà quelques informations utilisables pour la publication de vos ouvrages en Turquie. Vous devez savoir que nous restons ici, avec ma famille, absolument isolés pour ne compromettre personne et ne pas inquiéter le gouvernement. Cette situation crée de grands obstacles surtout quand il s'agit d'avoir des informations non officielles. Voilà ce que j'ai pu apprendre: la classe dirigeante lit des livres en langues étrangères, surtout en français. La classe dirigée lit malheureusement très peu. Le pays passe aussi par une crise assez dure. La seule possibilité d'intéresser un éditeur serait de confier son ouvrage à une traductrice intelligente et énergique qui pourrait déjà de son côté intéresser l'éditeur. Un journaliste allemand de ma connaissance est prêt à indiquer une traductrice digne de confiance. Si vous acceptez cette voie, c'est à vous de choisir l'ouvrage que vous trouvez le plus indiqué pour le pays et pour le moment et de l'envoyer à mon adresse. Je ferai le reste et je vous annoncerai le résultat.

J'ai reçu avec gratitude le volume *Le Pétrole* que je vais lire avec le plus grand intérêt.

P.-S. Dans mon autobiographie, il s'agit vraisemblablement de mon ami Skliansky qui a trouvé la mort en Amérique avec Hoorgin dont vous faites mention dans votre lettre.

L'autorité d'une direction

12 juillet 1930

Cher camarade Müller,

Je ne vous ai pas répondu immédiatement, non seulement parce que j'étais surchargé de travail, mais aussi parce qu'il m'est difficile de donner des réponses concernant des questions aussi concrètes et personnelles et pour lesquelles je n'ai pas la possibilité de juger des circonstances exactes à chaque moment donné. J'ai cependant décidé de m'exprimer même si c'est seulement sous une forme partielle.

Bien sûr, si vous disposiez d'une organisation unie, avec une direction ferme et à l'autorité incontestée, la question du retour du camarade Grylewicz, d'une façon générale, ne se poserait pas. La direction n'est pas une auberge d'où l'on part et revient à sa guise. C'est absolument évident et il nous faut tendre de toutes nos forces à créer dans l'Opposition une opinion publique à ce point affermie que, face à elle, nul ne pourra se permettre la fantaisie personnelle ou le caprice, le chantage à la démission de la direction, etc. Mais il faut se garder de confondre ce qui devrait être avec ce qui est aujourd'hui. Il existe une direction composite. Elle est encore faible, comme l'Opposition dans son ensemble. Dans ces conditions, le départ définitif de Grylewicz serait un point négatif, surtout si l'on prend en compte la possibilité de constitution d'un nouveau groupe, c'est-à-dire un obstacle supplémentaire.

A l'inverse, le retour du camarade Grylewicz renforce l'autorité de la direction car cela démontre que le camarade Grylewicz a reconnu son erreur et l'a corrigée. Dans ce cas, chaque ouvrier peut se dire: Joko, cette tête folle, s'en est allé, Neumann, cet intellectuel capricieux, s'est mis sur la touche, mais l'ouvrier Grylewicz, qui a fait un faux pas, s'est ravisé et est revenu à la direction. Quel dommage y aurait-il là pour l'Opposition ? Je n'en vois pas. Le malheur est que les oppositionnels évoluent beaucoup trop sur le terrain de la psychologie de petits cercles fermés et qu'ils jugent tout du point de vue de l'état d'esprit propre à ce petit cercle, et non du point de vue de l'effet produit sur les travailleurs.

On ne peut certes laisser la porte entrouverte pour un temps indéfini. Il faut dire fraternellement mais fermement au camarade Grylewicz: si tu veux revenir à un travail commun au sein de la direction, tu dois revenir immédiatement, car, à compter de tel et tel jour, nous serons contraints de considérer ton départ comme définitif.

De façon générale, je dois affirmer la chose suivante: si la direction veut acquérir de l'autorité - et c'est son devoir de le souhaiter - elle ne doit plus agir comme si elle disposait déjà d'une autorité inébranlable et elle doit, dans un premier temps, s'appuyer le moins possible sur des droits purement formels. La direction doit conserver un ton tranquille et amical, faire preuve de la plus grande patience, en particulier envers ses contradicteurs. La direction ne pourra pas acquérir d'autorité, si elle ne démontre pas dans les faits à toute l'organisation son objectivité et son honnêteté dans les conflits internes de tout ordre, ainsi que son souci constant de faire prévaloir l'intérêt de l'organisation en tant que telle. Seule l'acquisition de ce type d'autorité qui ne peut se conquérir en un jour confère le droit d'utiliser des mesures d'organisation, voire de répression. Sinon, l'organisation ne peut pas vivre. Mais la tentative de recours à des mesures répressives sans l'autorité nécessaire et sans que l'organisation soit convaincue que de telles mesures sont justifiées, mène nécessairement non pas au renforcement mais bien à l'affaiblissement de l'organisation et surtout au déclin de l'autorité de la direction elle-même.

C'est pourquoi je vous conseille chaleureusement: tout en maintenant la fermeté dans la ligne politique, faites preuve de la plus grande prudence, de la plus grande sagesse, de la plus grande patience et de tact dans toutes les questions personnelles, les conflits et les malentendus.

Staline théoricien

5 Juillet 1930

Le bilan paysan

Dans son rapport-programme devant la conférence des agronomes marxistes le 27 décembre 1929 Staline a longuement parlé de l'idée de l'Opposition Trotsky-Zinoviev selon laquelle, *"en fait, la révolution d'Octobre n'a apporté aucun bénéfice à la paysannerie"*. Il est probable que même ses respectueux auditeurs ont trouvé cette invention trop grossière. Mais, pour être clair, citons plus longuement ses paroles:

"J'ai en vue la théorie qui prétend que la révolution d'Octobre, a moins donné à la paysannerie que la révolution de Février; que la révolution d'Octobre n'a, à proprement parler, rien donné à la paysannerie".

Staline attribue l'origine de cette "théorie" à un économiste statisticien soviétique, Groman, un ancien menchevik connu. Il ajoute: *"Cette théorie a été reprise par l'opposition trotskyste-zinovieviste et exploitée contre le parti"*.

Nous ne savons rien de la théorie de Groman sur les révolutions de Février et d'Octobre. Mais Groman n'a rien à voir avec tout cela: il n'est cité ici que pour mieux couvrir les traces. Comment la révolution de Février pouvait-elle donner au paysan plus qu'Octobre ? Qu'a-t-elle donné au paysan en-dehors de la destruction superficielle et par conséquent tout à fait précaire, de la monarchie ? L'appareil bureaucratique demeurait intact. La terre n'a pas été donnée au paysan. Ce que la révolution de Février a donné au paysan, c'est la poursuite de la guerre et la certitude de la poursuite de l'inflation. Peut-être Staline connaît-il d'autres cadeaux au paysan de la révolution de Février ? Nous n'en connaissons pas. La raison pour laquelle la révolution de Février a du céder la place à celle d'Octobre est qu'elle avait complètement déçu les paysans.

Staline relie cette prétendue théorie de l'Opposition sur les avantages de la révolution de Février sur celle d'Octobre à celle de ce qu'on appelle "les ciseaux". Ainsi nous dévoile-t-il complètement la source et l'objectif de ces arguties. Staline, comme je vais le démontrer, polémique contre moi. Ce n'est que pour les nécessités de son opération et pour camoufler ses distorsions les plus grosses, qu'il se cache derrière Groman et l'anonyme "Opposition Trotsky-Zinoviev" en général.

En réalité, l'essence de la question réside en ceci. Au 12^e congrès du parti, au printemps de 1923, j'ai démontré pour la première fois l'écart grandissant entre les prix agricoles et les prix industriels. J'ai appelé dans mon rapport ce phénomène "les ciseaux des prix", pour la première fois. Je mettais en garde contre le fait que la continuation du retard dans l'industrie maintiendrait l'ouverture des ciseaux et que cela pourrait constituer une menace pour les liens qui unissent le prolétariat et la paysannerie.

En février 1927, au plenum du comité central, quand on examina la question de la politique des prix, j'essayais pour la mille-et-unième fois de démontrer que des phrases générales comme "Face au village" évitaient simplement d'aborder le fond de la question et que, du point de vue de l'alliance avec le paysan, le problème ne pouvait être fondamentalement réglé que par une corrélation entre les prix des produits agricoles et ceux des produits industriels. Le malheur, avec le paysan, c'est qu'il lui est très difficile de voir loin devant lui. Mais il voit très bien ce qui se passe sous son nez, il se rappelle très bien d'hier et il peut dresser le bilan de ses échanges avec la ville, un bilan qui est à chaque instant pour lui le bilan de la révolution.

L'expropriation des grands propriétaires et le dégrèvement fiscal, ont épargné aux paysans le paiement d'une somme qui se monte à 5 cent millions de roubles. C'est pour la paysannerie un acquis clair et irréfutable de la révolution d'Octobre - pas de celle de Février.

Mais à coté de cet énorme acquis le paysan discerne clairement ce que cette même révolution d'Octobre lui a fait perdre. Il s'agit de la hausse exagérée des prix des produits industriels par rapport à l'avant-guerre. Bien entendu, si le capitalisme s'était maintenu en Russie, les ciseaux des prix auraient incontestablement existé - il s'agit d'un phénomène international. Mais en premier lieu, le paysan l'ignore. En second lieu, nulle part l'écart des ciseaux n'a été aussi important qu'en Union Soviétique. Les grosses pertes de la paysannerie dues à la hausse des prix sont de nature temporaire, reflétant la période d'"accumulation primitive" de l'industrie d'Etat. C'est comme si l'Etat prolétarien empruntait à la paysannerie afin de la rembourser au centuple plus tard.

Mais tout cela relève du domaine des considérations théoriques et des prédictions historiques. La mentalité paysanne, cependant, est empirique et repose sur les faits tels qu'ils apparaissent sur le moment. *"La révolution d'Octobre m'a libéré du paiement de 500 millions de roubles en rente agraire, se dit le paysan, et j'en suis reconnaissant aux bolcheviks. Mais l'industrie d'Etat me prend bien plus que ce que me prenaient les capitalistes. Et il y a là quelque chose qui ne va pas avec les communistes"*. En d'autres termes, le paysan dresse son bilan de la révolution d'Octobre en combinant ses deux aspects fondamentaux: l'aspect démocratique-agrarien ("bolchevik") et l'aspect socialiste-industriel ("communiste"). Pour le premier, un avantage net incontestable, pour le second un dommage net pour le moment, et pour le moment, des pertes supérieures aux acquis. Le bilan négatif de la révolution d'Octobre qui est à la base de tous les malentendus entre le paysan et le pouvoir soviétique, est à son tour intimement lié à la position d'isolement de l'Union Soviétique dans l'économie mondiale.

Presque trois ans après les vieilles discussions, Staline est revenu pour son malheur sur la question. Parce qu'il est voué à répéter ce que les autres ont déjà dit et en même temps est soucieux de sa propre "indépendance", il est obligé de regarder avec appréhension le passé de l'Opposition "trotskyste" et... de couvrir ses traces. Quand les ciseaux sont apparus pour la première fois entre la ville et la campagne, Staline n'a rien compris du tout à cette question: pendant cinq ans, il a vu le danger non dans le retard mais dans l'avance de l'industrie. Pour cacher cela, il bougonne quelque chose de confus dans son rapport sur *"les préjugés bourgeois (!!!) concernant les prétendus ciseaux"*. Qu'est-ce que ce préjugé ? En quoi est-il bourgeois ? Mais Staline n'est nullement obligé de répondre à ces questions, car personne ne les lui pose.

Si la révolution de Février n'avait donné la terre aux paysans, la révolution d'Octobre, avec ses ciseaux des prix n'aurait pu se maintenir deux ans. Plus exactement: la révolution d'Octobre ne se serait pas produite si la révolution de Février avait été capable de résoudre les problèmes agraires-démocratiques fondamentaux en liquidant la propriété privée de la terre.

Nous avons déjà mentionné le fait que dans les premières années après Octobre, les paysans ont obstinément opposé les
Juillet 1930

bolcheviks et les communistes. Les premiers, ils les approuvaient - précisément parce qu'ils avaient assuré une révolution agraire avec une détermination inconnue jusqu'alors. Mais le même paysan était mécontent des communistes qui, ayant pris les usines, fournissaient des marchandises au marché à un prix élevé. En d'autres termes, le paysan approuvait de tout son cœur la révolution agraire des bolcheviks, mais manifestait alarme, doute et même parfois hostilité ouverte aux premiers pas de la révolution socialiste. Très vite, cependant, le paysan dut comprendre que les bolcheviks et les communistes étaient les mêmes.

En février 1927, j'ai soulevé cette question au plenum du comité central de la façon suivante: la liquidation des grands propriétaires nous donne un crédit important auprès des paysans, politique comme économique. Mais il n'est ni permanent ni inépuisable. La question est tranchée par la corrélation des prix. Seule une accélération de l'industrialisation d'un côté, de la collectivisation de l'économie paysanne de l'autre peut permettre d'arriver à une corrélation des prix favorable à la campagne. Si c'était le contraire qui arrivait, les avantages de la révolution agraire seraient entièrement concentrés aux mains des koulaks, alors que les ciseaux pèseraient lourd sur les paysans pauvres. La différenciation à l'intérieur de la paysannerie moyenne serait accélérée. Il ne pourrait en résulter que l'effondrement de la dictature du prolétariat. *"Cette année", dis-je, "on va lancer sur le marché intérieur seulement 8 milliards de roubles de marchandises (en prix de détail). Le village paiera pour sa part, inférieure à la moitié du total, environ 4 milliards de roubles. Acceptons ce que Mikoyan a dit dans son rapport, que l'indice des produits industriels de détail soit deux fois supérieur à celui d'avant-guerre (...) Le bilan dressé par le paysan sera: "La révolution agraire-démocratique m'a apporté, entre autres, 500 millions de roubles par an (la liquidation des rentes et la baisse des impôts). La révolution socialiste a plus que couvert ce bénéfice par un déficit de 2 milliards de roubles. Il est clair que le bilan s'établit avec un déficit d'un milliard et demi".*

A cette séance, il n'y avait pas eu d'objection, mais Jakovlev, maintenant commissaire à l'agriculture bien qu'il n'ait été à l'époque qu'un employé chargé de missions statistiques spéciales reçut la mission de réfuter à tout prix mes chiffres. Il a fait ce qu'il a pu. Le lendemain, se livrant à toutes sortes de corrections et de réserves légitimes ou non, Jakovlev fut obligé de reconnaître que le bilan de la révolution d'Octobre pour la campagne était encore dans l'ensemble négatif. Citons-le:

"Le gain à partir de la réduction des impôts directs par rapport à l'avant-guerre est d'environ 630 millions de roubles (...) Au cours de l'année dernière, la paysannerie a perdu autour d'un milliard de roubles, comme conséquence du fait qu'elle a acheté des produits industriels au prix de détail de ces marchandises et pas selon l'indice du revenu paysan. Le solde passif est d'environ 400 millions de roubles".

Il est évident que les chiffres de Jakovlev ne faisaient que confirmer pour l'essentiel mon évaluation: le paysan avait réalisé, à travers la révolution démocratique faite par les bolcheviks un profit important mais, jusqu'à présent, subit une perte supérieure au profit. J'arrivai à un déficit d'environ 1 milliard et demi, Jakovlev moins d'un demi-milliard. Je pense encore que mes chiffres, qui ne prétendaient nullement être exacts, étaient plus proches de la réalité que ceux de Jakovlev. La différence entre eux est considérable. Mais elle ne modifie pas ma conclusion fondamentale. Les énormes difficultés de la collecte du grain étaient une confirmation de mon estimation et des plus alarmantes. Il est vraiment absurde de penser que la grève du grain des couches supérieures de la campagne était causée par des motifs purement politiques, c'est-à-dire par l'hostilité du koulak au pouvoir soviétique. Le koulak est incapable d'un tel "idéisme". S'il ne vendait pas son blé, c'est parce que l'échange était devenu désavantageux à cause des ciseaux des prix. C'est pourquoi le koulak a réussi à influencer aussi le paysan moyen.

Ces estimations avaient un caractère grossier, c'est-à-dire qu'elles englobaient tout. Les composantes de ce bilan peuvent et doivent être séparées en fonction des trois parties fondamentales de la paysannerie: les koulaks, les paysans moyens et les paysans pauvres. Cependant, dans cette période - début 1927 - les statistiques officielles, inspirées par Jakovlev, ignoraient ou minimisaient délibérément la différenciation à la campagne et la politique de Staline-Rykov-Boukharine était dirigée vers la protection du paysan "aisé" et la lutte contre les paysans pauvres inefficaces. Ainsi, le bilan négatif pesait particulièrement sur les couches inférieures de la paysannerie.

Néanmoins, va demander le lecteur, d'où Staline a-t-il tiré l'idée d'opposer les révolutions de Février et d'Octobre ? La question est bien naturelle. Staline, qui est tout à fait incapable d'une pensée théorique, c'est-à-dire abstraite, a vaguement compris à sa façon le contraste que j'avais montré entre les révolutions agraire-démocratique et industrielle-socialiste. Il a simplement décidé que la révolution démocratique signifie "révolution de Février".

Il faut s'arrêter sur ce point à cause du vieil échec traditionnel de Staline et de ses collègues à comprendre les rapports mutuels entre révolutions démocratique et socialiste, à la base de toute leur lutte contre la théorie de la révolution permanente, qui a déjà réussi à provoquer de sérieux dégâts, surtout en Chine et en Inde, et demeure jusqu'à présent une source d'erreurs fatales. Staline a salué la révolution de Février 1917, non comme un révolutionnaire prolétarien et internationaliste, mais plutôt comme un démocrate de gauche. Toute sa conduite jusqu'à l'arrivée de Lenine le démontre. La révolution de Février était, et, comme on le voit, continue d'être une révolution "démocratique" par excellence, selon Staline. Il était en faveur du soutien du premier Gouvernement provisoire que dirigeait le grand propriétaire national-libéral le prince Lvov avec comme ministre de la Guerre l'industriel national-conservateur Goutchkov et comme ministre des affaires étrangères le libéral Milioukov. Expliquant la nécessité de soutenir le Gouvernement provisoire bourgeois-propriétaires fonciers lors d'une conférence du parti le 29 mars 1917, Staline assurait:

"Le pouvoir est divisé entre deux organes dont aucun ne jouit de la plénitude du pouvoir. Les rôles ont été partagés. Le Soviet a pris de fait l'initiative des transformations révolutionnaires, il est le chef révolutionnaire du peuple en révolte, l'organe qui a bâti le Gouvernement provisoire. Le Gouvernement provisoire a assumé en réalité la tâche de consolidation des conquêtes du peuple révolutionnaire. Dans la mesure où la Gouvernement provisoire renforce la marche en avant de la révolution, il faut le soutenir".

Le gouvernement de "Février", bourgeois, propriétaire et profondément contre-révolutionnaire, était pour Staline non un ennemi de classe, mais un collaborateur avec lequel on avait établi une division du travail. Les ouvriers et les paysans devaient réaliser les "conquêtes" et la bourgeoisie les "consolider". Tout cela allait constituer la "révolution démocratique". La formule des mencheviks était celle de Staline. Tout cela était dit par Staline un mois après la révolution de Février, alors que le caractère du Gouvernement provisoire aurait dû être clair même pour un aveugle, non plus sur la base de la prévision marxiste mais sur celle des faits politiques.

Comme l'a démontré le cours ultérieur des événements, Lenine en 1917 n'a pas vraiment convaincu Staline, mais l'a tout simplement écarté. Toute la lutte ultérieure de Staline contre la révolution permanente était bâtie sur une séparation mécanique entre la révolution démocratique et la constitution du socialisme. Staline n'a pas encore compris que la révolution d'Octobre était

d'abord une révolution démocratique et que c'était seulement pour cela qu'elle avait pu réaliser la dictature du prolétariat.

Le bilan des conquêtes démocratiques et socialistes que je dressais a été simplement adapté par Staline à sa propre conception. Ensuite, il pose la question: "*Est-il vrai que la Révolution d'Octobre n'a rien apporté aux paysans ?*" Après avoir dit que grâce à la révolution d'Octobre, "*les paysans ont été libérés du joug des grands propriétaires terriens*" (personne, voyez-vous, ne l'avait entendu dire auparavant !), Staline conclut: "*Comment, après cela, peut-on affirmer que la révolution d'Octobre n'a rien apporté aux paysans?*"

Comment, après cela, ose-t-on - demanderons nous - affirmer que ce "théoricien" a même un grain de conscience théorique ?

Le bilan désavantageux pour la campagne de la révolution d'Octobre est, bien entendu temporaire et transitoire. La signification principale de la Révolution d'Octobre pour le paysan tient au fait qu'il a créé les conditions pour la reconstruction socialiste de l'agriculture. Mais cela relève de l'avenir. En 1927, la collectivisation était encore un sujet tabou. La collectivisation "intégrale", personne n'y pensait. Staline l'inclut cependant dans ses considérations:

"Aujourd'hui, après le développement accéléré du mouvement des kolkhozes" - notre théoricien transplante dans le passé ce qui va venir - "*les paysans peuvent (...) produire beaucoup plus qu'avant avec la même quantité de travail*". Et encore: "*Comment peut-on affirmer après cela que la paysannerie n'a rien gagné à la révolution d'Octobre ? N'est-il pas clair que les gens qui énoncent cette absurdité calomnient manifestement le parti, le pouvoir des soviets?*" Les mots "absurdité" et "calomnie" sont ici très à propos. Oui, il y a des gens qui "calomnient manifestement" la raison et la chronologie.

Staline, on le voit, approfondit ses "fictions" en décrivant les choses comme si l'Opposition non seulement exagérait la révolution de Février aux dépens d'Octobre, mais même niait la capacité de la révolution d'Octobre d'améliorer à l'avenir la condition des paysans. On peut se demander à quels idiots tout cela est destiné. Nous présentons nos excuses à l'honorable professeur Pokrovsky.

En posant sans cesse le problème des ciseaux économiques entre la ville et le village depuis 1923, l'Opposition a poursuivi un but tout à fait précis, que personne maintenant ne peut contester: obliger la bureaucratie à comprendre que la lutte contre le danger de la rupture entre la ville et la campagne, devait être éliminé non à travers des mots d'ordre sucrés comme "Face au village", etc. mais bien par le rythme accéléré du développement industriel et une collectivisation énergique de l'économie paysanne. En d'autres termes, nous avons soulevé le problème des ciseaux, comme celui du bilan de la révolution d'Octobre pour les paysans, non pas avec l'objectif de "discréditer la révolution d'Octobre" - à quoi sert cette terminologie elle-même ? - mais pour obliger la bureaucratie satisfaite d'elle-même et conservatrice, sous la pression de l'Opposition, utiliser les immenses possibilités économiques ouvertes par la révolution d'Octobre ?

A la politique officielle koulako-bureaucratique de 1923-1928 qui s'exprimait dans le travail législatif et administratif quotidien, dans la nouvelle théorie, et surtout dans la persécution de l'Opposition, cette dernière proposa à partir de 1923 un cours vers l'industrialisation accélérée et à partir de 1927, après les premiers succès dans l'industrie, la mécanisation et la collectivisation de l'agriculture.

Revenons-en à la plate-forme de l'Opposition que Staline dissimule mais à laquelle il arrache des morceaux de sa science:

"Le développement de la propriété privée dans les campagnes doit être par contre un développement plus rapide des fermes collectives. Il faut systématiquement donner chaque année des subsides pour les paysans pauvres et encourager ainsi leurs efforts à s'organiser dans les kolkhozes".

"Une somme bien plus considérable doit être investie dans la création de sovkhoses et de kolkhozes. Les concessions maximum doivent être accordées aux kolkhozes nouvellement organisés et autres formes de collectivisation. Les gens privés de droits électoraux ne doivent pas être membres de fermes collectives. (...) L'Etat doit assumer les frais de tout le travail de distribution des terres et son premier souci doit être les kolkhozes et les fermes des paysans pauvres avec l'objectif d'une protection maximum de leurs intérêts"

Si la bureaucratie n'avait pas accusé des flottements sous la pression de la petite bourgeoisie mais avait appliqué le programme de l'Opposition à partir de 1923, non seulement le bilan prolétarien, mais le bilan paysan de la révolution aurait été, infiniment plus favorable.

Le problème de l'alliance (smytchka) de la ville et de la campagne est celui de leurs relations mutuelles. Il comporte deux parties, ou plutôt peut être considéré sous deux angles:

- a) les rapports entre l'industrie et l'agriculture,
- b) les rapports entre le prolétariat et la paysannerie.

Sur la base du marché, ces rapports, prenant la forme d'échange de marchandises, s'expriment dans le mouvement des prix. L'harmonie entre les prix du pain, du coton, des betteraves etc. d'un côté, des vêtements, du kérosène, des charrues, de l'autre, nous donne l'indice décisif pour l'évaluation des rapports entre ville et village, industrie et agriculture, ouvriers et paysans. Le problème des "ciseaux" des prix industriels et agricoles demeure donc, pour la période présente également, le problème économique et social le plus important de tout le système soviétique. Alors, comment les ciseaux des prix ont-ils changé entre les deux derniers congrès, c'est-à-dire dans les deux ans et demi écoulés ? Se sont-ils refermés ou ont-ils au contraire continué à s'ouvrir ?

On chercherait vainement une réponse à cette question fondamentale dans le rapport de dix heures de Staline au congrès du parti. Présentant des tas de chiffres fournis par les différents commissariats, faisant du rapport principal une sorte de livre bureaucratique de référence, Staline n'a même pas essayé de faire une seule généralisation marxiste à partir de faits isolés et mal digérés qu'il a obtenus des commissariats, secrétariats et autres bureaux.

Les ciseaux des prix industriels et agricoles sont-ils en train de se refermer ? En d'autres termes, la bilan de la révolution socialiste qui était jusqu'à présent négatif pour le paysan, est-il en train de s'améliorer ? Dans les conditions du marché - et nous n'en sommes pas et n'en serons pas libérés avant pas mal de temps - la fermeture ou l'ouverture de ciseaux a une signification décisive pour évaluer les succès obtenus et pour vérifier la justesse des plans et méthodes économiques. Le fait qu'il n'y ait pas un mot là-dessus dans le rapport de Staline est en soi extrêmement inquiétant. Si les ciseaux se fermaient, il ne manquerait pas dans les services de Mikoyan de spécialistes pour donner sans difficulté à ce phénomène une expression statistique et graphique. Staline n'aurait eu qu'à faire la démonstration du diagramme, c'est-à-dire montrer au congrès des ciseaux dont les branches se rapprochent. Toute la partie économique du rapport de Staline aurait trouvé son axe, mais malheureusement il n'y avait pas cet

axe. Staline a esquivé le problème des ciseaux.

Les ciseaux intérieur ne sont pas l'indice final. Il en existe d'autres, supérieurs: ceux des prix intérieurs et internationaux. Ils mesurent la productivité du travail dans l'Union soviétique et la productivité du travail dans le marché capitaliste mondial. Dans ce domaine comme dans d'autres, nous avons hérité du passé une énorme arriération. En pratique, la tâche des quelques années à venir n'est pas de "rattraper et dépasser" immédiatement - nous en sommes malheureusement trop loin. Mais, grâce à la planification de refermer les ciseaux entre les prix intérieurs et les prix mondiaux, qui ne peut être accompli qu'en rapprochant systématiquement la productivité du travail en U.R.S.S. de la productivité du travail dans les pays capitalistes avancés. Ce qui exige à son tour des plans qui ne soient pas maximum pour les statistiques mais économiquement favorables. Plus les bureaucrates répètent la courageuse formule "rattraper et dépasser", plus obstinément ils continuent à ignorer le problème des coefficients comparés précis de l'industrie socialiste et de l'industrie capitaliste ou, en d'autres termes, du problème des ciseaux des prix intérieurs et internationaux. Sur cette question non plus, on ne trouvera pas un mot dans le rapport de Staline.

Le problème des ciseaux intérieurs ne pourrait être considéré comme définitivement réglé qu'avec la disparition réelle du marché; le problème des ciseaux extérieurs ne pourrait l'être que par la liquidation du capitalisme mondial. On sait que Staline, à l'époque du congrès des agronomes marxistes, se préparait envoyer la Nep "au diable". Mais il a changé d'avis dans les six mois qui ont suivi. Comme toujours, il a attribué au congrès son intention non réalisée de liquider la Nep... aux trotskystes. Les fils blancs qui ont servi à coudre cette tentative sont montrés avec tant d'indiscrétion que le compte rendu de cette partie du discours n'a pas osé mentionner le moindre applaudissement.

Ce qui est arrivé à Staline en ce qui concerne le marché et la Nep, c'est ce qui arrive ordinairement aux empiristes. Le changement radical qui s'était produit dans sa tête sous l'influence de la pression extérieure, il l'a pris pour un changement radical de toute la situation. Une fois que la bureaucratie a décidé d'entrer dans un conflit décisif avec le marché et le koulak au lieu de s'adapter à eux passivement, ils ont cessé d'exister dans les statistiques et l'économie. L'empirisme est le plus souvent la précondition du subjectivisme et si c'est de l'empirisme bureaucratique, il devient inévitablement la précondition de "déviation" périodiques. L'art de la direction "générale" consiste dans ce cas à morceler les déviations en petites déviations et à les répartir également aux subordonnés que sont les exécutants. Si au bout du compte la déviation générale est attribuée au "trotskysme", alors le problème est réglé. Mais c'est hors de notre sujet. L'essence de la Nep, en dépit de changements brusques de conceptions qu'en a Staline, réside comme auparavant dans la détermination par le marché des rapports économiques entre la ville et la campagne. Si la Nep subsiste, les ciseaux des prix agricoles et industriels demeurent les critères les plus importants de toute la politique économique.

Cependant, six mois avant le congrès, nous avons entendu Staline traiter la théorie des ciseaux de "préjugé bourgeois". C'est le moyen le plus simple de sortir de l'impasse. Si vous dites à un sorcier de village que la courbe de température est l'une des indications les plus importantes de la santé ou de la maladie d'un organisme, il ne va même pas vous croire. Mais s'il a saisi au vol quelques mots savants et, plus grave, appris à présenter son activité de guérisseur comme une "médecine prolétarienne", il va certainement dire que le thermomètre est un préjugé bourgeois. Si ce sorcier a le pouvoir entre ses mains, pour éviter un scandale, il va briser le thermomètre sur une pierre, ou pire encore sur la tête de quelqu'un.

En 1925, on déclara que la différenciation à l'intérieur de la paysannerie soviétique était un préjugé de "paniquards". Jakovlev fut envoyé au bureau central des statistiques où il confisqua tous les thermomètres pour les casser. Malheureusement les changements de température ne s'arrêtent pas avec la disparition des thermomètres. Le résultat est que l'apparition de processus organiques cachés surprend les guérisseurs et leurs patients. C'est ce qui est arrivé pendant la grève du grain du koulak qui apparut de façon inattendue comme le personnage dirigeant à la campagne et obligea Staline, le 15 février 1928 à opérer un tournant de 180°. Le thermomètre des prix n'a pas moins de signification que le thermomètre de la différenciation à l'intérieur de la paysannerie.

Après le 12^e congrès du parti où fut pour la première fois utilisé et expliqué le terme de "ciseaux", tout le monde comprit son importance. Dans les trois années suivantes, les ciseaux étaient toujours présentés aux plenums du comité central, aux conférences et congrès, comme précisément la courbe fondamentale de la température économique du pays. Mais ensuite, ils commencèrent à disparaître et finalement, à la fin de 1929, Staline déclara qu'ils étaient... "un préjugé bourgeois". Puisque le thermomètre était à l'époque cassé, Staline n'avait pas à présenter au 16^e congrès du parti un courbe de température économique.

La théorie marxiste est l'arme de la pensée qui sert à clarifier ce qui est en train d'apparaître, qui va venir et à déterminer ce qu'il faut faire. La théorie de Staline sert la bureaucratie. Elle sert à justifier les zigzags après les événements, à dissimuler les erreurs d'hier et par conséquent à préparer celles de demain. Le silence sur les ciseaux occupe la place centrale du rapport de Staline. Cela peut sembler un paradoxe, parce que le silence n'occupe ni espace ni temps. Mais c'est néanmoins un fait: au centre du rapport de Staline, il y a un trou consciemment et délibérément creusé.

En garde, pour qu'aucun mal n'arrive à la dictature par ce trou !

La rente foncière: Staline approfondit Marx et Engels

Au début de sa lutte contre le "secrétaire général", Boukharine déclara à propos d'autre chose que la principale ambition de Staline était de se faire reconnaître comme un "théoricien". Boukharine connaît suffisamment Staline, d'un côté, et l'A B C du communisme, de l'autre pour ne pas apprécier le caractère tragi-comique de cette prétention. C'est dans le rôle de théoricien que Staline a parlé à la conférence des agronomes marxistes. Entre autres choses, la rente foncière n'en est pas sortie intacte.

Ce n'est que récemment (1925) que Staline était encore décidé à renforcer pour quelques dizaines d'années les exploitations paysannes c'est-à-dire à liquider dans les faits le droit la nationalisation de la terre. Le commissaire du peuple à l'agriculture de Géorgie - bien entendu, Staline était au courant - présenta à cette époque un projet de loi pour l'abolition de la nationalisation des terres. Le commissariat à l'agriculture de Russie travaillait dans le même esprit. L'Opposition sonna l'alarme. Elle écrivit dans sa plate-forme:

"Le parti doit résister et écraser toutes les tendances qui conduisent à miner ou à détruire la nationalisation de la terre, qui constitue l'un des piliers de la dictature du prolétariat" (ib., p.70)

De même qu'en 1922, Staline avait abandonné son attaque contre le monopole du commerce extérieur, de même en 1926, il dut abandonner celle qu'il lançait contre la nationalisation de la terre, disant "qu'il avait l'été mal compris".

Après la proclamation du cours à gauche, Staline non seulement devint un défenseur de la nationalisation de la terre, mais accusa immédiatement l'Opposition de ne pas comprendre la signification de toute l'institution. L'attitude négative d'hier à l'égard de la nationalisation devint un fétichisme. La théorie de Marx de la rente foncière eut une nouvelle tâche administrative: justifier la collectivisation intégrale de Staline.

Il faut parler un peu de théorie ici. Dans son analyse inachevée de la rente foncière, Marx l'a divisée en rente "absolue" et "différentielle". Le même travail humain, sur des terres différentes, donne des résultats différents, la plus-value du lot le plus fertile sera bien entendu appropriée par son propriétaire. C'est la rente différentielle. Mais aucun propriétaire n'abandonnera gratuitement même la parcelle la plus pauvre à un tenancier tant qu'il aura de la demande pour elle. En d'autres termes, découle de la propriété privée de la terre un certain minimum de rente foncière, indépendant de la qualité de la parcelle. C'est ce qu'on appelle la "rente absolue". Le montant réel de la rente foncière se réduit donc théoriquement à la somme de la rente absolue et de la rente différentielle.

Conformément à cette théorie, la liquidation de la propriété privée de la terre conduit à la liquidation de la rente foncière absolue. Il reste seulement la rente déterminée par la qualité du sol ou, plus exactement, par l'application du travail humain à des parcelles de qualité diverse. Il n'est pas nécessaire d'expliquer que la rente différentielle n'est pas quelque sorte de propriété fixe des parcelles, mais qu'elle change avec les méthodes de culture. Ce bref rappel était nécessaire pour révéler le caractère lamentable de l'incursion de Staline dans la sphère théorique de la nationalisation de la terre.

Staline commence par corriger et approfondir Engels. Ce n'est pas la première fois. En 1926, il nous a expliqué qu'Engels comme Marx ignoraient la loi du développement inégal du capitalisme et que c'était précisément pour cette raison que tous deux rejetaient la théorie du socialisme dans un seul pays que défendait contre eux à l'époque, Vollmar, le précurseur théorique de Staline.

Au premier coup d'œil, il peut sembler que Staline soit un peu plus prudent en abordant la question de la nationalisation de la terre, ou, plus précisément, de l'insuffisante compréhension du vieil Engels à ce sujet. Mais au fond il est toujours aussi désinvolte. Il cite, du livre d'Engels sur la question agraire, la fameuse phrase selon laquelle nous ne voulons nullement violer la volonté du petit paysan; au contraire, nous l'aiderons de toutes les façons "pour faciliter son passage à des associations" c'est-à-dire à l'agriculture collective. "Nous essaierons de lui donner la possibilité d'y réfléchir le plus longtemps possible sur son propre lopin de terre". Ces paroles excellentes, que tout marxiste instruit connaît, donnent une formule claire et simple pour le rapport de la dictature prolétarienne aux paysans.

Obligé de justifier la collectivisation intégrale sur un rythme frénétique, Staline souligne la circonspection exceptionnelle et même "à première vue exagérée" d'Engels quant à ce passage des petits paysans sur la route de l'agriculture socialiste. Qu'est-ce qui guidait Engels dans cette circonspection "exagérée" ? Staline répond:

"Evidemment, sur la propriété privée du sol, sur le fait que le paysan possède son lopin de terre, dont il lui sera difficile de se séparer. Telle est la paysannerie en Occident. Telle est la paysannerie des pays capitalistes où existe la propriété privée du sol. On conçoit qu'une grande circonspection y soit nécessaire. Peut-on dire que la situation soit la même chez nous, en U.R.S.S. ? Non, on ne saurait le dire parce que nous n'avons pas cette propriété privée du sol qui rive le paysan à son exploitation individuelle".

Tel est le raisonnement de Staline. Peut-on dire qu'il y a là ne fût-ce qu'un grain de bon sens ? Non, on ne peut pas. Il apparaît qu'Engels devait être "circonspect" parce que la propriété privée de la terre existe dans les pays bourgeois. Mais Staline n'a pas besoin de l'être parce que nous avons établi en U.R.S.S. la nationalisation du sol. Mais la propriété privée de la terre, à côté de la propriété communale la plus archaïque, n'existait-elle pas aussi dans la Russie bourgeoise ? Nous n'avons pas trouvé une nationalisation de la terre toute prête: nous l'avons réalisée après avoir pris le pouvoir. Et Engels parle de la politique que doit adopter le parti prolétarien précisément après la prise du pouvoir. Quel sens a donc l'explication condescendante donnée par Staline de la circonspection d'Engels ? Le vieux, voyez-vous, était obligé d'agir dans des pays bourgeois où existait la propriété privée de la terre tandis que nous avons eu l'idée d'abolir la propriété privée. Mais, précisément, Engels recommande la circonspection précisément après la conquête du pouvoir par le prolétariat, par conséquent après l'abolition de la propriété privée des moyens de production.

En opposant la politique paysanne soviétique au conseil d'Engels, Staline embrouille ridiculement la question. Engels proposait de donner au petit paysan le temps de réfléchir sur son propre lopin, avant de se décider à entrer dans le kolkhoze. Dans cette période transitoire de "réflexion" du paysan, l'Etat ouvrier devait, selon Engels, protéger les petits paysans contre les usuriers, les marchands de grain, etc. c'est à dire limiter les tendances du koulak à l'exploitation. La politique soviétique en dépit de tous ses flottements, avait encore ce double caractère à l'égard de la masse principale, les paysans non exploités. Le mouvement de collectivisation aujourd'hui - treize ans après la prise du pouvoir - n'en est qu'à son début malgré le tapage statistique pour faire croire le contraire. Ainsi la dictature du prolétariat a-t-elle ainsi donné à l'écrasante masse des paysans douze ans pour réfléchir. Il est douteux qu'Engels ait eu à l'esprit un délai aussi long et d'ailleurs il ne serait pas nécessaire dans les pays avancés d'Occident où, avec le développement de l'industrie, il sera infiniment plus facile au prolétariat de montrer au paysan par des faits tous les avantages de l'agriculture collective. Si c'est seulement treize ans après la prise du pouvoir par le prolétariat que nous entreprenons en Union Soviétique un large mouvement vers la collectivisation - mouvement encore très primitif dans son contenu et très instable - cela ne peut s'expliquer que par notre pauvreté et notre arriération, en dépit du fait que la terre ait été nationalisée, une idée qui n'est sans doute pas venue à Engels et que le prolétariat occidental n'aura pas à réaliser après sa prise du pouvoir. Cette opposition de la Russie à l'Occident et de Staline à Engels sent l'idéalisation de l'arriération nationale.

Mais Staline ne s'en tient pas là. A l'inconséquence économique, il ajoute aussitôt l'absurdité théorique. Comment pouvons-nous, demande-t-il à son malheureux auditoire, "dans notre pays où la terre est nationalisée, démontrer aussi facilement (!) la supériorité (des kolkhozes) sur les petites fermes paysannes ? C'est la grande signification révolutionnaire des lois agraires soviétiques qui abolissent la rente absolue (...) et réalisent la nationalisation de la terre". Et Staline, plein de reproches et en même temps content de lui demande "Pourquoi donc ce nouvel (!) argument n'est-il pas suffisamment utilisé par nos théoriciens de la question agraire dans leur lutte contre toutes les diverses théories bourgeoises ?". Et ici Staline fait référence - on recommande aux agronomes marxistes de ne pas échanger de coups d'œil, de ne pas se moucher de confusion, et plus grave, de ne pas cacher leurs têtes sous les tables - de se référer au troisième volume du Capital et à la théorie de Marx de la rente foncière. Quel malheur, quelle douleur ! A quelle hauteur le théoricien n'était-il pas monté avant de s'aplatir dans le ruisseau avec son "nouvel

argument".

Selon Staline, "*le paysan occidental est lié à la terre par rien d'autre que la rente absolue*". Et comme nous avons aboli cette vipère, du même coup a disparu de terrible pouvoir de la terre qui rend le paysan esclave, si puissamment décrit par Gleb Ouspensky en Russie et par Balzac et Zola en France.

Etablissons avant tout qu'en U.R.S.S., la rente absolue n'a pas disparu, elle a été étatisée, ce qui n'est pas la même chose. En 1914, Neumark évaluait la richesse nationale de la Russie à 140 milliard de roubles-or, y compris en premier lieu la prix de la terre, c'est-à-dire en premier lieu le prix de toute la terre, c'est-à-dire la rente capitalisée du pays tout entier. Si nous voulions établir maintenant le poids spécifique de la richesse nationale de l'Union Soviétique dans la richesse de l'humanité, nous devrions évidemment inclure la rente capitalisée, aussi bien que la rente différentielle.

Tous les critères économiques, y compris la rente absolue, se réduisent à du travail humain. Dans les conditions de l'économie de marché, la rente foncière est déterminée par la quantité de produits que le propriétaire de la terre peut extraire des produits du travail qui y est fait. Le propriétaire de la terre en U.R.S.S., c'est l'Etat. De ce fait, il devient le détenteur de la rente foncière. On ne pourrait parler de la liquidation de la rente absolue qu'après la socialisation de la terre sur l'ensemble de la planète, c'est-à-dire, après la victoire de la révolution mondiale. Mais, dans des limites nationales, si on peut parler ainsi sans insulter Staline, on ne peut pas construire le socialisme mais on ne peut pas non plus en finir avec la rente absolue.

Cette intéressante question théorique a une signification pratique. La rente foncière trouve son expression sur le marché mondial dans le prix des produits agricoles. Puisque le gouvernement soviétique est un exportateur de ces derniers - et, avec l'intensification de l'agriculture, les exportations de grain augmenteront beaucoup -, l'Etat soviétique, armé du monopole du commerce extérieur, apparaît sur le marché mondial comme le propriétaire de la terre dont il exporte les produits, concentrant ainsi dans le prix de ces produits la rente foncière qu'il détient. Si la technique de notre agriculture, comme celle de notre commerce extérieur, n'était pas inférieure à celle des pays capitalistes mais au même niveau, la rente absolue aurait pris justement chez nous, en U.R.S.S. la forme la plus évidente et la plus marquée. Quant on atteindra cette étape, dans l'avenir, ce moment sera d'une grande importance pour la direction planifiée de l'agriculture et de l'exportation. Si maintenant Staline, au lieu de réaliser la rente absolue sur le marché mondial, se vante de l'avoir abolie, la raison temporaire d'une telle vantardise est donnée par la faiblesse actuelle de notre exportation agricole et le caractère irrationnel de notre commerce extérieur dans lequel non seulement la rente absolue s'engouffre sans laisser de trace, mais aussi beaucoup d'autres choses. Cet aspect de la question, qui n'a pas de rapport direct avec la collectivisation de l'économie paysanne, nous donne néanmoins un exemple de cette idéalisation de l'isolement économique et de l'arriération économique qui est l'un des traits fondamentaux de notre philosophe national-socialiste.

Mais revenons à la question de la collectivisation. Selon Staline, le petit paysan occidental est lié à sa parcelle de terre par la chaîne de la rente absolue. Toutes les poules paysannes vont rire de ce "nouvel argument"! La rente absolue est une catégorie purement capitaliste. La petite exploitation individuelle ne peut toucher la rente absolue que dans les circonstances épisodiques d'une conjoncture exceptionnellement favorable du marché, comme il en existait, par exemple, au début de la guerre. La dictature économique du capital financier sur le village atomisé s'exprime sur le marché dans un échange inégal. En général, la paysannerie, dans le monde entier, n'échappe pas au régime des "ciseaux". La majorité écrasante des petits paysans ne réussit pas de façon générale à tirer des prix du grain ou des produits agricoles un salaire, pour ne pas parler de rente.

Mais si la rente absolue, si triomphalement "abolie" par Staline, ne représente rien pour l'esprit ou le cœur du petit paysan, la rente différentielle, que Staline a si généreusement épargnée, a une grande signification, précisément pour le paysan occidental. Le fermier tient à son lopin d'autant plus que lui et son père ont consacré leurs forces et leurs moyens à élever sa fertilité. Cela s'applique, soit dit en passant non seulement à l'Occident, mais à l'Orient, par exemple à la Chine avec ses régions de culture intense. Ainsi certains éléments du conservatisme de la petite propriété existent, comme conséquence non de la catégorie abstraite de la rente absolue, mais des conditions matérielles de la culture plus intensive dans une économie parcellaire. Si les paysans russes se séparent d'un lot donné avec une relative facilité, ce n'est pas du fait du "nouvel argument" de Staline qui les aurait libérés de la rente absolue mais pour les mêmes raisons qui, avant la révolution d'Octobre, faisaient qu'il y avait en Russie des redivisions périodiques de la terre. Nos populistes idéalisaient ces redivisions en tant que telles, mais elles n'étaient possible que sur la base de notre économie extensive, de l'assolement triennal, et du misérable rendement de la terre - c'est-à-dire, une fois de plus, à cause de cette arriération idéalisée par Staline.

Le prolétariat victorieux de l'Occident aura-t-il plus de difficultés pour éliminer le conservatisme paysan qui découle d'une culture plus intensive dans une économie de petite propriété ? Nullement. Car en Occident, à cause du niveau incomparablement plus élevé de l'industrie et de la culture en général, l'Etat prolétarien pourra plus facilement donner au paysan en transition vers le travail collectif une compensation évidente et authentique pour sa perte de la "rente différentielle" sur sa parcelle de terre. Il ne peut y avoir de doute que, douze ans après la conquête du pouvoir, la collectivisation de l'agriculture en Allemagne, Grande-Bretagne ou Amérique sera incontestablement plus élevée et plus ferme que chez nous aujourd'hui.

N'est-il pas étrange que Staline ait découvert son "nouvel argument" en faveur de la collectivisation intégrale que douze ans après que la nationalisation ait eu lieu ? Pourquoi donc, en 1923-1928, malgré l'existence de la nationalisation a-t-il si obstinément misé sur le puissant producteur individuel agricole, et non sur les kolkhozes ? C'est clair: la nationalisation de la terre est une condition très importante, une condition politique et juridique indispensable de la transformation socialiste de l'agriculture. D'un étroit point de vue économique, auquel Staline se place sur cette question, la nationalisation de la terre est précisément d'une signification de troisième ordre parce que le coût de l'équipement nécessaire pour une économie à large échelle rationnelle, dépasse plusieurs fois la rente absolue.

Inutile d'ajouter que la nationalisation de la terre est une condition très importante, indispensable, une condition politique et juridique de la transformation socialiste de l'agriculture. Mais la signification économique directe de la nationalisation à un moment donné est déterminée par l'action de facteurs de caractère matériel liés à la production. C'est révélé avec une totale clarté par la question du bilan paysan de la révolution d'Octobre. L'Etat en tant que propriétaire de la banque, a concentré entre ses mains le droit à la rente foncière. La réalise-t-il sur le marché extérieur dans le prix du blé, du bois, etc ? Malheureusement pas encore. La recouvre-t-il sur le paysan ? Du fait de la multiplicité des comptes économiques entre l'Etat et le paysan, il est très difficile de répondre à cette question. On peut dire - et ce ne sera nullement un paradoxe - que les "ciseaux" des prix agricoles et industriels contiennent la rente foncière de façon dissimulée. Avec la concentration de la terre, de l'industrie et des transports aux mains de l'Etat, la question de la rente foncière a pour le paysan une importance du point de vue de la comptabilité pour ainsi dire, mais pas

économique. Mais la comptabilité est une technique dont le paysan ne se soucie guère. Il dresse un bilan d'ensemble de ses rapports avec la ville et l'Etat.

Il serait plus juste d'aborder cette question sous un autre angle. Grâce à la nationalisation de la terre, des usines, à la suppression de la dette extérieure et à l'économie planifiée, l'Etat ouvrier est capable à bref délai d'atteindre des taux élevés de développement industriel. Ce procès crée indubitablement les prémisses des plus importantes conditions à la collectivisation de la terre. Cette condition n'est pas cependant une condition juridique mais une condition matérielle de production: elle s'exprime dans un nombre défini de charrues, de moissonneuses-lieuses, de tracteurs, d'élevateurs de grain, d'agronomes, etc.

C'est précisément de ces entités réelles que devrait partir de plan de collectivisation. C'est alors qu'il deviendrait réel. Mais, aux fruits réels de la nationalisation, on ne peut toujours ajouter la nationalisation elle-même, comme une sorte de fonds de réserve qui permettrait de couvrir les excès des aventures bureaucratiques "intégrales". Ce serait la même chose que si quelqu'un, ayant déposé son capital à la banque, voulait utiliser en même temps intérêt et capital.

Telle est la conclusion générale. Mais la conclusion spécifique, individuelle peut être formulée plus simplement : "*Erema, tu ferais mieux de rester chez toi*", comme dit la chanson, plutôt que de s'aventurer dans des excursions théoriques.

Les formules de Marx et l'audace de l'ignorance

Entre le premier et le troisième volume du *Capital*, il existe le deuxième. Notre théoricien croit de son devoir d'engager aussi une agression administrative sur ce dernier. Staline doit protéger en toute hâte de la critique la politique actuelle de collectivisation forcée. Mais comme les preuves nécessaires ne peuvent être trouvées dans les conditions matérielles de l'économie, il va les chercher dans des ouvrages faisant autorité et fatalement se retrouve chaque fois à la mauvaise page.

Toute l'expérience capitaliste démontre les avantages de l'économie à grande échelle, agriculture comprise. Les avantages potentiels de la grande exploitation collective sur la petite atomisée ont été éclairés même bien avant Marx par les socialistes utopiques et leurs arguments demeurent fondamentalement sains. En ce domaine, les utopistes étaient de grands réalistes. Leur utopie ne commençait qu'avec la question de la route historique vers la collectivisation. Là, la voie juste a été désignée par la théorie de Marx de la lutte de classes, aussi bien que par sa critique de l'économie capitaliste.

Le Capital donne une analyse et une synthèse des processus de l'économie capitaliste. Le deuxième volume examine le mécanisme interne de la croissance de l'économie capitaliste. Les formules algébriques du volume démontrent comment, à partir d'un seul et même protoplasme - le travail humain abstrait - se cristallisent les moyens de production sous la forme du capital constant, les salaires sous la forme de capital variable et la plus-value qui devient ensuite la source de création de plus de capital constant et variable. Cela rend possible la création d'une plus importante plus-value. Tel est le cycle de la reproduction élargie dans sa forme la plus générale et la plus abstraite.

Pour montrer comment les différents éléments matériels du processus économique, les marchandises, se rejoignent dans ce tout non réglé, ou, plus précisément comment le capital constant et variable arrivent à l'équilibre nécessaire dans les différents domaines de l'industrie pendant la croissance générale de la production, Marx divise le processus de la reproduction élargie en deux parties indépendantes: les entreprises qui produisent les moyens de production et les entreprises qui produisent des articles de consommation. Les entreprises de la première catégorie doivent fournir les machines, les matières premières et les matériaux supplémentaires aussi bien à elles-mêmes qu'aux entreprises de la seconde catégorie. A leur tour, celles-ci ont à fournir des articles de consommation pour leurs propres besoins ainsi que pour ceux des entreprises de la première catégorie. Marx fait apparaître le mécanisme général de la réalisation de cette proportionnalité qui constitue la base de l'équilibre dynamique du capitalisme¹.

La question de l'agriculture et de ses relations avec l'industrie est donc située sur un plan tout à fait différent. De toute évidence, Staline simplement confondu la production des articles de consommation avec l'agriculture. Tandis que, selon Marx, les entreprises capitalistes de l'agriculture (seulement les capitalistes) tombent dans la première catégorie, les entreprises produisant des articles de consommation dans la seconde. Dans les deux cas, elles sont rangées dans leur catégorie avec les entreprises industrielles. Dans la mesure où la production agricole présente des particularités qui l'opposent à l'industrie dans son ensemble, l'examen de ces particularités ne commence que dans le troisième volume (du *Capital*).

La reproduction élargie ne se fait pas seulement, en réalité, aux dépens de la plus-value produite par les ouvriers de l'industrie elle-même et de l'agriculture capitaliste, mais aussi par l'afflux de ressources fraîches à partir de sources extérieures, le village pré-capitaliste, les pays arriérés, les colonies, etc. L'extraction de plus-value du village et des colonies est possible, à son tour, soit sous la forme d'un échange inégal, soit sous celle d'exactions forcées (le plus souvent impôts) ou finalement sous la forme de crédits (caisses d'épargne, emprunts, etc.). Historiquement, toutes ces formes d'exploitation se combinent dans des proportions différentes et jouent un rôle aussi important que l'extraction de la plus-value sous sa forme "pure". L'approfondissement de l'exploitation va toujours de pair avec son élargissement. Mais les formules de Marx qui nous intéressent dissèquent soigneusement le processus vivant de développement, séparant la reproduction capitaliste de tous les éléments précapitalistes et des formes transitoires qui l'accompagnent et le nourrissent et aux dépens desquels il réalise son expansion. Les formules de Marx construisent un capitalisme chimiquement pur qui n'a jamais existé et n'existe nulle part maintenant. C'est précisément pour cela qu'elles révèlent les tendances de base de chaque capitalisme mais précisément du capitalisme et seulement du capitalisme.

Pour quiconque a une compréhension du *Capital*, il est évident que ni dans le premier, ni dans le second ni dans le troisième volume on ne peut trouver de réponse à la question de savoir comment, quand et à quel rythme la dictature prolétarienne peut réaliser la collectivisation de l'agriculture. Aucune de ces questions, ni non plus des dizaines d'autres n'a été réglée dans des livres et ne pouvait l'être, par son essence même². En vérité, Staline ne diffère guère d'un marchand qui chercherait dans la très simple

¹ Les formules du deuxième volume ne parlent pas des crises commerciales et industrielles qui font partie du mécanisme de l'équilibre capitaliste. Ces formules se proposent de prouver qu'avec ou sans crises, l'équilibre est quand même toujours atteint.

² Durant les premières années qui ont suivi Octobre, nous nous étions souvent opposés à ces tentatives naïves de chercher chez Marx la réponse aux questions qu'il n'avait même pas pu poser. Lénine m'a toujours soutenu. Voici deux exemples dont nous avons par hasard le sténogramme.

formule de Marx argent-marchandise-argent une orientation sur la question de savoir qu'acheter et vendre et quand pour réaliser le profit maximum. Staline confond simplement la généralisation théorique avec les prescriptions pratiques - pour ne pas parler du fait que la généralisation théorique de Marx porte sur une question tout à fait différente.

Pourquoi donc Staline a-t-il eu besoin de faire appel aux formules de la reproduction élargie auxquelles, de toute évidence, il ne comprend rien ? Les explications là-dessus de Staline lui-même sont si inimitables qu'il nous faut les citer littéralement:

"La théorie marxiste de la reproduction enseigne que la société contemporaine (!) ne peut se développer sans accumuler d'année en année, et qu'il est impossible d'accumuler sans une reproduction élargie d'une année à l'autre. Voilà qui est clair".

On ne saurait être plus clair. Mais ce n'est pas un enseignement de la théorie marxiste, c'est le bien commun de l'économie politique bourgeoise, sa quintessence. "L'accumulation" comme condition du développement de la "société contemporaine"... voilà précisément cette grande idée que l'économie politique vulgaire a nettoyée des éléments de la théorie de la valeur-travail dont les éléments étaient déjà contenus dans l'économie politique classique. La théorie que Staline a si emphatiquement proposé de reprendre dans le trésor du marxisme est un lieu commun unissant non seulement Adam Smith et Bastiat, mais aussi ce dernier au président américain Hoover. La "société contemporaine" - pas "capitaliste contemporaine" - est utilisée pour étendre aussi les formules de Marx à la société "socialiste contemporaine". "Voilà qui est clair". Et Staline poursuit:

"Notre grande industrie socialiste centralisée se développe selon la théorie marxiste de la reproduction élargie puisque, chaque année, elle augmente de volume et avance à pas de géant."

L'industrie se développe conformément à la théorie marxiste... Immortelle formule! De la même manière, l'avoine pousse dialectiquement conformément à Hegel. Pour un bureaucrate, la théorie est une formule administrative. Mais nous n'en sommes pas encore au nœud de la question. "La théorie marxiste de la reproduction" porte sur le mode de production capitaliste. Mais Staline parle de l'industrie soviétique qu'il considère comme socialiste sans restrictions. Ainsi Staline dit-il que "l'industrie socialiste" se développe conformément à la théorie de la reproduction capitaliste. On voit combien il a agi imprudemment en glissant la main dans le "trésor du marxisme". Si la même théorie de la reproduction, construite sur les lois de la production anarchique, rend compte de deux processus économiques, l'un anarchique et l'autre planifié, alors l'économie planifiée, le commencement socialistes, se réduisent à rien. Mais nous n'avons là encore que les bourgeois et les fruits sont à venir.

La perle la plus belle tirée par Staline du trésor est le petit mot "*puisque*": L'industrie socialiste se développe conformément à la théorie de l'industrie capitaliste "*puisque chaque année elle augmente de volume et avance à pas de géant*". Pauvre théorie! Infortuné trésor! Malheureux Marx ! Cela veut-il dire que la théorie marxiste a été créée spécialement pour prouver le besoin de progressions annuelles et à pas de géant en plus ? Et qu'en est-il alors de ces périodes où l'industrie capitaliste ne se développe qu'au pas de la tortue ? Dans ces cas, apparemment, la théorie de Marx est abrogée. Mais toute la production capitaliste se développe à travers des cycles de croissance et de crise; cela veut dire qu'il n'avance pas seulement à pas de géant mais souvent piétine ou recule. Il semble que le concept de Marx soit sans intérêt en ce qui concerne le développement capitaliste, pour la compréhension duquel il a été créé, mais qu'il réponde pleinement à la nature des "pas de géant" de l'industrie socialiste. Est-ce que ce ne sont pas des miracles ? Ne s'en tenant pas à éclairer Engels sur la nationalisation de la terre, mais en même temps s'occupant d'une correction fondamentale de Marx, Staline en tout cas marche... à pas de géant. Et les formules du Capital sont écrasées comme des noix sous ses gros sabots.

Mais pourquoi Staline a-t-il besoin de tout cela ? va demander le lecteur étonné . Hélas, on ne peut pas sauter par-dessus les étapes, surtout quand on peut à peine accompagner notre théoricien. Un peu de patience et tout sera révélé. Immédiatement après le passage cité précédemment Staline continue:

"Mais notre grande industrie, ce n'est pas encore toute notre économie nationale. Au contraire, dans notre économie nationale domine encore, jusqu'ici, la petite économie paysanne. Peut-on dire que notre petite économie paysanne se développe selon le principe de la reproduction élargie ? Non, on ne saurait le dire. Notre petite économie paysanne (...) ne peut pas toujours réaliser même la reproduction simple. Peut-on encore faire progresser à une allure accélérée notre industrie socialiste, avec une base agricole telle que la petite économie paysanne (...) ? Non".

Puis vient sa conclusion: il faut une collectivisation totale.

Ce passage est encore meilleur que le précédent. Sous la banalité somnolente du style éclatent ici ou là les pétards d'une audacieuse ignorance. L'économie agricole, c'est-à-dire la simple économie marchande se développe-t-elle conformément aux lois de l'économie capitaliste ? Non, réplique notre théoricien terrorisé. C'est clair, le village ne vit pas conformément à Marx. Il faut corriger cela. Staline essaie dans son rapport de réfuter les théories petites-bourgeoises sur la stabilité de l'économie paysanne. Mais il se prend le pied dans le réseau des formules marxistes et donne de ces théories l'expression la plus généralisée. En réalité, la théorie de la reproduction élargie selon Marx embrasse l'économie capitaliste tout entière - pas seulement l'industrie, mais l'agriculture - mais seulement dans sa forme pure, c'est-à-dire sans résidus précapitalistes. Et Staline, négligeant pour une raison inconnue les artisans et les métiers, pose la question:

"Peut-on dire que notre petite économie paysanne se développe selon le principe de la reproduction élargie ? Non, on ne saurait le dire"

En d'autres termes, Staline, sous une forme plus générale, répète les affirmations des économistes bourgeois selon lesquels l'agriculture ne se développe pas conformément au "principe" de la théorie marxiste de la reproduction capitaliste. Ne vaudrait-il pas mieux garder le silence après pareille découverte ? Après tout, les agronomes marxistes ont gardé le silence et écouté cette

"Nous nous rendons compte, disait Lenine, d'après ce que dit Trotsky, que nous serons obligés de faire des expériences. Personne au monde n'a encore entrepris une œuvre aussi énorme que celle que nous nous proposons" (18 mars 1919).

Quelques mois plus tard, il disait:

"Le camarade Trotsky avait parfaitement raison d'affirmer que tout ne se trouve pas dans les ouvrages que nous considérons comme des œuvres directrices: cela ne découle d'aucune conception générale socialiste, n'est déterminé par aucune expérience et nous devons tout vérifier par notre propre expérience" (8 décembre 1919).

attaque honteuse contre les enseignements de Marx. Pourtant la plus douce des réponses aurait consisté en ceci :

"Quittez tout de suite la tribune et n'ayez plus l'audace de traiter de problèmes dont vous ignorez tout"

Mais nous ne suivrons pas l'exemple des agronomes marxistes et nous ne nous taisons pas. L'ignorance au pouvoir est aussi dangereuse que la folie émise d'un rasoir.

Les formules du deuxième volume du Capital de Marx ne représentent pas des "principes" dirigeants pour la construction socialiste, mais une généralisation objective des processus capitalistes. Ces formules, abstraites des particularités de l'agriculture, non seulement ne contredisent pas son développement mais l'embrassent en tant qu'agriculture capitaliste.

La seule chose qu'on puisse dire sur l'agriculture dans le cadre des formules du deuxième volume est que ces formules présupposent l'existence d'une certaine quantité de matières premières agricoles et de produits de consommation agricoles, suffisants pour assurer une reproduction élargie. Mais quelle devrait être la corrélation entre l'agriculture et l'industrie: la même qu'en Amérique ou la même qu'en Grande-Bretagne ? Ces deux types se conforment également aux formules de Marx. La Grande-Bretagne importe des articles de consommation et des matières premières. L'Amérique les exporte. Il n'y a pas ici, de contradiction avec les formules de la reproduction élargie qui ne sont nullement limitées par les frontières nationales et ne sont adaptées ni au capitalisme national ou moins encore au socialisme dans un seul pays.

Si l'on était arrivé à découvrir l'alimentation synthétique et les formes synthétiques de matières premières, l'agriculture serait réduite à néant et remplacé par de nouvelles branches d'industrie chimique. Que deviendraient alors les formules de la reproduction élargie ? Elles conserveraient toute leur validité dans la mesure où subsisteraient les formes capitalistes de production et de distribution.

L'économie agricole de la Russie bourgeoise, avec l'énorme prépondérance de la paysannerie pouvait non seulement satisfaire les besoins de l'industrie en pleine croissance, mais créait aussi la possibilité de grosses exportations. Ces processus s'accompagnaient de renforcement du sommet koulak et de l'affaiblissement de la base paysanne, sa prolétarianisation croissante.

De cette manière, l'économie agricole sur des bases capitalistes se développait, en dépit de toutes ses particularités, dans le cadre des formules même dans lesquelles Marx embrasse l'économie capitaliste dans son ensemble - et seulement l'économie capitaliste.

Staline voudrait arriver à la conclusion qu'il est impossible de faire reposer la construction socialiste sur deux bases différentes, l'industrie socialiste concentrée à la plus grande échelle et l'économie paysanne marchande à petite échelle la plus morcelée et la plus arriérée. Il prouve en réalité exactement le contraire. Si les formules de la reproduction élargie sont applicables également à l'économie capitaliste et à l'économie socialiste - la "société contemporaine" en général, alors il est tout à fait incompréhensible qu'il soit impossible de continuer à développer l'économie sur la même base des contradictions entre la ville et le village, sur lesquelles le capitalisme a atteint un niveau incomparablement plus élevé. En Amérique, les gigantesques trusts industriels se développent même aujourd'hui côte à côte avec une économie agricole basée sur les fermiers. L'économie des fermes a créé la base de l'industrie américaine. Nos bureaucrates, soit dit en passant, Staline en tête, s'orientaient hier encore ouvertement vers le modèle de l'agriculture américaine, avec le fermier cosu en bas, et l'industrie centralisée en haut.

L'équivalence idéale de l'échange est la prémisses fondamentale des formules abstraites du deuxième volume. Mais l'économie planifiée de la période de transition, même basée sur la loi de la valeur, la viole à chaque pas et établit des rapports d'échange inégal entre différentes branches de l'industrie. Le levier décisif de l'accumulation forcée et de la répartition planifiée est le budget de l'Etat. Son rôle devrait augmenter nécessairement avec les progrès ultérieurs. Le financement à crédit règle les relations entre l'accumulation forcée du budget et les progrès du marché, dans la mesure où ce dernier subsiste. Ni le financement budgétaire, ni le financement à crédit planifié ou semi-planifié, qui assurent en U.R.S.S. l'expansion de la reproduction, ne peuvent d'aucune manière être embrassées par les formules du deuxième volume. Car toute la force de ces formules réside dans le fait qu'elles ne tiennent pas compte des budgets, des plans, des tarifs douaniers, et, en général de toutes les formes d'intervention gouvernementale planifiée et qu'elles tirent les conclusions générales de leur validité du jeu des forces aveugles du marché, disciplinées par la loi de la valeur. Si le marché intérieur soviétique était "libéré" et le monopole du commerce extérieur aboli, l'échange entre ville et village deviendrait incomparablement plus égal et l'accumulation au village - accumulation koulak ou fermier capitaliste, bien entendu - se développerait et il serait vite évident que les formules de Marx s'appliquent aussi à l'agriculture. Sur cette voie, la Russie serait très vite transformée en colonie sur laquelle prendrait appui le développement industriel d'autres pays.

Pour justifier la collectivisation intégrale, l'école de Staline (cela existe) a utilisé des comparaisons primitives entre les taux de développement dans l'industrie et dans l'agriculture. Comme d'habitude, c'est Molotov qui l'a fait le plus grossièrement. A la conférence du district de Moscou en février 1929, on a dit:

"Au cours des dernières années, l'agriculture est restée très en arrière de l'industrie par son taux de développement (...) Pendant les trois dernières années, la production industrielle a grandi en valeur de plus de 50% et la production agricole de seulement 7% environ"

Opposer ces taux de développement démontre qu'on est un illettré en économie. Ce qu'on appelle économie paysanne englobe toutes les branches de l'économie. Le développement industriel s'est toujours fait, et dans tout les pays, au détriment du poids spécifique de l'économie agricole. Il suffit de rappeler que la production des métaux aux Etats-Unis est presque égale à celle de l'économie fermière, tandis que chez nous elle est 1/18^e de la production agricole. Cela montre qu'en dépit des taux élevée du développement de ces dernières années, notre industrie n'a pas encore émergé de l'enfance. Pour surmonter ces contradictions entre ville et village créées par le développement bourgeois, l'industrie soviétique doit d'abord surpasser le village beaucoup plus que la Russie bourgeoise ne l'a jamais fait.

La rupture actuelle entre l'agriculture et l'industrie d'Etat ne s'est pas produite parce que l'industrie était trop en avance par rapport à l'économie agricole - la position d'avant-garde de l'industrie est un fait historique mondial et une condition nécessaire du progrès - mais, du fait que notre industrie est trop faible, elle a insuffisamment progressé pour être capable d'éliminer les contradictions entre ville et campagne. Mais les voies et moyens de cette élimination n'ont rien à voir avec l'égalisation des taux de croissance de l'agriculture et de l'industrie. La mécanisation de l'agriculture et l'industrialisation de nombre de ses branches sera au contraire accompagnée d'une réduction du poids spécifique de l'agriculture en tant que telle. Le rythme auquel on peut accomplir cette mécanisation est déterminé par la puissance de production de notre industrie. Ce qui est décisif pour la collectivisation, ce

n'est pas le fait que les chiffres de pourcentage pour la métallurgie ont augmenté au cours des dernières années, que le fait que la quantité de métal par tête est quasi négligeable. Le progrès de la collectivisation ne peut coïncider avec celui de l'économie rurale qu'à la condition qu'il repose sur une révolution technique dans la production agricole. Mais le rythme d'une telle révolution est limité par le poids spécifique actuel de l'industrie. Le rythme de collectivisation doit être coordonné avec les ressources matérielles - pas avec les rythmes statistiques abstraits de l'industrie.

Dans l'intérêt de la clarté théorique, il faudrait ajouter à ce que nous venons de dire que l'élimination des contradictions entre la ville et le village, c'est-à-dire la croissance de la production agricole à un niveau scientifique et culturel, ne signifiera pas le triomphe des formules de Marx en agriculture, comme Staline l'imagine, mais au contraire, la fin de leur triomphe aussi dans l'industrie; car la reproduction élargie socialiste ne se déroulera pas du tout conformément aux formules du Capital, dont l'objectif est la recherche du profit. Mais tout cela est trop compliqué pour Staline et Molotov.

En conclusion, répétons que la collectivisation est une des tâches pratiques de l'élimination du capitalisme, pas une tâche théorique de son expansion. C'est pourquoi les formules de Marx ne s'appliquent ici d'aucune façon. Les possibilités pratiques de la collectivisation sont déterminées par les ressources en techniques productives disponibles pour l'agriculture grande échelle et au degré du désir de la paysannerie de passer de l'économie individuelle à l'économie collective. En dernière analyse, ce sentiment subjectif est déterminé par le même facteur de technique de la production: le paysan ne peut être attiré au socialisme que par les avantages de l'économie collective basée sur la technique avancée. Mais, au lieu d'un tracteur, Staline veut offrir au paysan les formules du deuxième volume. Mais le paysan est honnête et n'aime pas discuter sur ce qu'il ne connait pas.

Pourquoi Lovestone ne répond-il pas à Trotsky ?

Il y a plus de trois mois, la lettre ci-dessous du camarade Trotsky a été transmise à Harry Winitsky, administrateur de Revolutionary Age, l'organe de la droite américaine :

" (...) Il s'est écoulé trois mois et nombre de numéros de Revolutionary Age mais il n'y a pas eu de réponse de ce journal à moins qu'on considère comme telle la poursuite de la présentation déformée des idées de Trotsky et de l'Opposition qui y apparaît régulièrement. Il est vrai qu'il a été rendu compte de cette lettre au dernier "congrès" du groupe Lovestone et qu'elle a été interprétée par Bert Wolfe en une proposition d'unité avec la droite ! Mais les trucs de Wolfe ne suffisent pas à suppléer au besoin d'une réponse nette à la lettre du camarade Trotsky.

Qu'ont à dire le camarade Wolfe et son ???³ "

³ Illisible dans l'originale (note de l'éditeur)
Juillet 1930

On vous attend

16 juillet 1930

Cher Camarade Montagu,

Je vous attends toujours à Prinkipo puisque vous m'avez annoncé votre désir de me visiter pour quelque temps ici. Ma femme et moi serons vraiment très heureux de vous garder pour quelque temps chez nous. Je ne vous ai pas répondu à votre dernière lettre parce que j'en ai gagné l'impression peut-être fausse que vous vous dirigiez immédiatement vers l'Europe et Prinkipo.

Merci pour le livre. J'ai reçu une lettre amicale de Marjorie Wells à laquelle je réponds aujourd'hui.

Je vous envoie cette lettre à l'adresse de Londres et celle de Hollywood.

Pas d'illusion sur le visa

17 juillet 1930

Chère Madame,

Je vous écris en français, assez imparfait, pour ne pas écrire en anglais tout à fait lamentable.

Je vous remercie chaleureusement pour votre lettre si amicale. J'apprécie hautement l'initiative prise par les personnages énumérés dans votre lettre. Je dois vous avouer que je n'ai aucune illusion sur le résultat pratique de cette initiative désintéressée (puisque'elle concerne un adversaire). Au moment de l'avènement du gouvernement travailliste, on a encore pu envisager un résultat favorable. Mais maintenant après le laps de temps écoulé, si lourd d'événements, je ne crois pas que le gouvernement trouverait nécessaire de désavouer un de ses premiers gestes. Quant à moi, je suis tout à fait prêt, aujourd'hui comme hier, à m'engager à ne pas intervenir dans les affaires intérieures du pays et je le respecterai à l'égard du gouvernement et de l'ordre britannique avec la même sévérité qu'ici en Turquie. J'espère que l'ambassade britannique à Constantinople peut informer le gouvernement britannique que je ne trouble d'aucune façon l'ordre de ce pays.

Je puis espérer que le gouvernement turc m'autoriserait à revenir à Prinkipo au cas où mon séjour en Angleterre serait devenu inopportun. Mais je ne puis malheureusement ni exiger ni donner une garantie formelle sur ce point. Je crois d'ailleurs que la question serait simplifiée si le gouvernement anglais ne me donne le visa que pour une durée limitée, admettons pour six mois ou même pour trois mois de cure: dans ces conditions, je pourrais plus facilement arranger l'affaire avec les autorités turques.

Quant à la situation de ma santé, je ne peux que confirmer ce que vous a communiqué M. Ivor Montagu: je ne suis pas moribond, comme l'assure de temps en temps la presse trop aimable, mais il m'est absolument indispensable de recevoir un traitement médical compétent et suivi pendant quelques mois. Ma femme en a besoin peut-être plus que moi encore.

Si l'on interroge les représentants soviétiques à Londres sur mon admission éventuelle en Angleterre, on recevra, je le suppose, une réponse évasive.

Voilà, ma chère madame, mes réponses tout à fait franches. Mon appréciation plutôt pessimiste du résultat à envisager - et c'est aussi la vôtre, comme je le vois par votre lettre - n'amoindrit aucunement à mes yeux la valeur de cette initiative. Je vous prie de transmettre aux initiateurs mes remerciements les plus sincères et les plus dévoués.

Je serais très heureux si je pouvais quelque jour vous être utile, chère madame, ou rendre un service à quelqu'un de vos amis.

Sectaires et dilettantes

18 juillet 1930

Cher camarade Sneevliet,

Dans la question qui vous intéresse, je suis entièrement du côté de la rédaction de La Vérité et de La Lutte de Classes. Il ne s'agit pas de vous personnellement ni de votre passé mais de vous en tant que dirigeant d'une organisation politique et rédacteur d'un journal qui se situent entre le communisme et la social-démocratie, et qui accepte très volontiers des collaborateurs très hostiles au communisme. Il n'est pas question de vos intentions personnelles, mais de faits politiques objectifs. Il est réjouissant, bien que cela soit loin d'être suffisant, que la conférence de votre journal se soit déclarée mécontente de la collaboration de R[oland]-H[olst]. Nous, communistes, en avons d'autant moins le droit de protéger ou de couvrir, directement ou indirectement, cette collaboration.

Ce que vous entendez par "sectarisme" et que vous reprochez à La Lutte de Classes ne correspond nullement à une conception du sectarisme. Au contraire, c'est R[oland]-H[olst] qui personnifie le sectarisme hollandais de "type mou" (Wijnkoop représentant, lui, une autre espèce, "de type dur"). Vous publiez les articles de Monatte, que les amis français combattent à juste titre avec acharnement. Au fond, vous considérez comme sectaires tous ceux qui tracent une ligne de séparation infranchissable entre le socialisme démocratique et le communisme révolutionnaire. Dans ce cas, je fais tout à fait partie de ces sectaires.

Nous, Opposition de gauche, ne défendons en aucun cas la noble tolérance des dilettantes, non plus que l'embrassade générale des enthousiasmes généreux à la Roland-Holst, Mannoury, etc. En tant que minorité dynamique, nous croyons que notre mission et notre force consistent à nous démarquer, avec nos idées et nos méthodes politiques, de toutes les ambiguïtés et les confusions. Nous n'avons vraiment pas rompu avec Staline, Boukharine, Zinoviev pour entrer en collaboration avec R[oland]-H[olst]. Sur ce terrain, il ne peut y avoir de compromis.

Avec mon salut communiste le meilleur mais aussi le plus intraitable.

18 juillet 1930

Cher camarade Gérard,

Merci pour votre communication concernant le procès.

Vous savez peut-être par Rosmer que l'éditeur anglais, ça veut dire le subéditeur américain, a donné à mon livre un sous-titre tout à fait idiot: "The Rise and Fall of a Dictator" (Montée et chute d'un dictateur). J'avais protesté par une lettre à Scribner. Hier, j'ai reçu de lui un cablogramme que je vous envoie ci-joint parce qu'il peut vous être utile dans le procès. Je traduis le texte: "J'ai déjà objecté au titre de l'édition anglaise – stop - j'ai ordonné le changement et je ferai publier une explication – stop - je regrette énormément cet incident accompli sans ma connaissance. Scribner".

Je crois que la démonstration de ce télégramme peut créer un fond favorable au procès. Il ne s'agit ici que d'un sous-titre et non d'un tas de notes dont chacune est plus indigne et plus stupide que le sous-titre.

Je voudrais vous proposer un argument contre Parijanine et Rieder. Parijanine base son droit de défigurer mon livre sur l'idée que "le traducteur n'est pas l'esclave de l'auteur". Mais est-ce que les ouvriers-typographes sont des esclaves ? Pourquoi ne pas donner le droit au compisteur ou au metteur en pages de faire leurs notes à eux ? Quant à moi, si j'avais à choisir entre ces deux commentateurs, je choisirais toujours l'ouvrier-typo dont les notes - j'en suis sûr - seraient plus substantielles, moins vaniteuses et surtout moins nombreuses.

J'ai oublié toujours de souligner un fait très important: selon le traité, Rieder est obligé de faire paraître les livres dans dix-huit mois après la livraison du manuscrit. Il prétend maintenant dans une de ses lettres qu'il l'a reçu le manuscrit de la "Critique du programme" qu'au mois de novembre 1929. Or en vérité, il l'a reçu au mois d'avril 1929. La préface est datée du 15 avril et le manuscrit a été envoyé le même jour. C'est peut-être la traduction qui a occupé le temps entre avril et novembre et peut-être aussi la nonchalance du traducteur. Mais selon le traité, je n'ai rien à faire avec la traduction. C'est l'affaire de l'éditeur. Les dix-huit mois commencent après la livraison du manuscrit russe et non français. Or Rieder n'a plus maintenant que deux mois pour observer les termes du traité. Sinon, on pourra exiger des dommages-intérêts bien solides. Je crois qu'il faut lui annoncer cela par huissier.

Je vous envoie ici la copie de ma lettre à Sneevliet. Viens de recevoir à l'instant la lettre de Nav[ille] qui concerne aussi Sn[eevliet].

Les obstacles avec Frey

18 juillet 1930

Cher camarade Grad,

Je m'empresse de répondre à votre lettre car elle concerne le problème Frey que je considère comme très important. J'aborde d'autant plus volontiers ce problème que vous adoptez envers le camarade Frey une attitude très amicale, ce qui n'est malheureusement pas très courant.

Bien que personnellement je connaisse très peu le camarade Frey, j'ai moi aussi l'impression qu'il s'agit d'un camarade très important. De mon côté, j'ai tenté tout ce qui était possible pour que l'on parvienne à une collaboration plus étroite avec le camarade Frey. Malheureusement, jusqu'à présent, mes efforts n'ont pas été couronnés de succès. Quels sont les obstacles? Je tente ci-dessous de les énumérer brièvement:

1. Le camarade Frey ne veut en aucun cas sortir du cercle étroit des questions autrichiennes. Malgré toutes mes propositions et mes encouragements il refuse de s'exprimer dans la presse d'opposition internationale sur les questions les plus cruciales. Cela constitue pour moi un symptôme des plus inquiétants, car on ne peut participer au travail communiste révolutionnaire national et encore moins le diriger, sans prendre en même temps une part active dans les questions internationales, et le camarade Frey, précisément en raison de ses capacités et de sa culture, serait en tout premier lieu qualifié pour fusionner ces deux champs d'activité.
2. Dans plusieurs cas très caractéristiques, le camarade Frey m'a fait l'impression d'être une personne très nerveuse, refusant d'écouter calmement ce qu'on lui dit ou écrit, se hâtant d'envenimer les relations avec ceux qui s'opposent fraternellement à lui. C'est ce qui advint au camarade Rosmer qui, en accord avec moi, s'était rendu à Vienne pour s'entretenir avec le camarade Frey du développement du travail autrichien et surtout international. Au lieu de discuter avec ce camarade très calme et animé de bonne volonté, le camarade Frey a prononcé un long réquisitoire dont le destinataire n'était pas nommé. Rosmer a cru comprendre qu'il était lui-même visé et moi aussi dans une certaine mesure, mais il n'a pas pu comprendre le fond des choses.
3. C'est également ce que j'ai ressenti à travers la correspondance. Les propositions ou demandes les plus simples et les plus franches étaient interprétées par le camarade Frey comme des soupçons, des intrigues, etc. D'ailleurs, dans son journal, il m'a reproché mes méthodes zinovievistes et bien que j'aie à plusieurs reprises demandé tout à fait sincèrement quelle était la cause de ces accusations, je n'ai jamais pu obtenir la moindre réponse précise ou concrète. Ayant malgré tout pris l'initiative après un certain temps pour parvenir tout de même à établir une collaboration, j'ai dû constater que cette deuxième tentative aboutissait à des suspicions plus aiguës encore et à des accusations encore plus injustifiées. Cet état d'esprit et ces sentiments sont alimentés par la situation intérieure autrichienne et je crains qu'ils ne soient compliqués par le caractère totalement indiscipliné de Frey, de sorte que tout cela constitue un mur contre lequel on peut rien entreprendre.
4. Pour le camarade Frey, la présence du camarade Landau était l'un des obstacles à un bon travail en Autriche, Il m'écrivit même qu'il serait bon que le camarade Landau puisse travailler à l'étranger. Il s'est trouvé que par hasard, ce souhait de Frey a coïncidé avec l'installation de Landau à Berlin, où ce dernier a combattu pour une juste cause, contre Urbahns. C'est à ce moment, que, sans la moindre raison, Frey a déclenché dans son journal une attaque très vive et purement personnelle contre Landau. Habituellement, on considère ceci en politique comme un comportement de jaune, mais en ce qui concerne le camarade Frey, je serais enclin à n'y voir que l'explosion d'un tempérament politique indiscipliné.

Je n'ai aucune raison de nourrir le moindre préjugé pour ou contre Landau. Mais beaucoup de camarades berlinois sont fort satisfaits de son travail et, d'autre part, il collabore activement à la presse française, ce qui lui vaut naturellement d'être soutenu par les camarades français. Les éclats du camarade Frey contre Landau, à une époque où celui-ci combattait pour l'Opposition internationale, rencontrent naturellement la plus grande hostilité des camarades français et allemands, ainsi que des camarades russes. Or l'Opposition internationale, conformément à la composition de son organe dirigeant, est surtout dominée par trois groupes: les groupes français, allemand et russe. A l'heure actuelle, le camarade Frey s'est placé, par le comportement cité ci-dessus, dans une situation délicate face à ces trois groupes, ce qui, naturellement, ne facilite pas les choses.

5. Mais même en ce qui concerne les affaires autrichiennes, sa position face aux autres groupes me paraît fautive, car il insiste pour qu'en préalable à toute unification soit reconnue la justesse de toutes les étapes du développement de son groupe. C'est là une attitude incorrecte, qui nuit malheureusement au plus haut point à la position personnelle du camarade Frey. Il serait tout à fait suffisant de dresser la liste des points programmatiques de principe et de tactique sur la base desquels on s'unifie, afin que les militants dans leur ensemble, puissent procéder à la sélection des véritables dirigeants à partir de l'activité politique et de la discussion théorique. Au moins cela ferait progresser les choses.

Si je vous parle si ouvertement de ces questions, c'est parce que je sais par votre lettre que vous appréciez beaucoup le camarade Frey et que par conséquent, vous ne ferez pas de ces lignes un usage qui pourrait lui nuire, car je voudrais éviter cela à tout prix, n'ayant pas abandonné l'espoir de le voir s'intégrer au travail de direction de l'Opposition internationale.

Questions diverses

23 juillet 1930

Cher camarade Molinier,

1 . La délégation d'un ou deux camarades au congrès de l'I.S.R. aurait naturellement un grand avantage et, pour l'obtenir, on pourrait ne pas se formaliser sur le mode de représentation. Mais tout dépend, comme vous le dites vous-même, de la question personnelle. Si l'on peut déléguer un camarade absolument ferme, inébranlable, robuste, avec une déclaration solide et énergique, élaborée collectivement à Paris... cette délégation pourrait avoir une importance inappréciable. Mais si le délégué capitule, l'avantage facultatif se transforme dans un désavantage énorme. Et la pression morale à Moscou sera tout à fait redoutable, vous pouvez en être sûr. Sans connaître les personnes en question, je ne puis pas me prononcer.

2 . J'ai reçu la lettre du camarade hongrois dont vous parlez. Je vais lui répondre demain. C'est excellent que les camarades hongrois passent à l'activité ouverte.

3 . Dans la question belge, comme dans la question italienne, la condition essentielle du succès, c'est d'initier tous les camarades de l'Opposition française comme des groupes nationaux susnommés dans la situation tout entière comme elle se présente. Les pourparlers des "sommets" qui sont inévitables, doivent être accompagnés par une offensive systématique et inlassable de la part des camarades de la base contre les sectaires et les confusionnistes (s'il y en a, ce qui est à craindre). Avec ce procédé combiné, le succès est sûr.

4 . La pénétration de la grande usine dont vous parlez est un bon commencement et c'est en dernier lieu la seule voie pour surmonter la crise intérieure qui est le produit d'un certain piétinement sur place.

5 . Comment appréciez-vous la situation matérielle de La Vérité ? Croyez-vous que la Ligue pourra la soutenir comme hebdomadaire ? C'est une question très importante. La retraite vers un bimensuel serait tout à fait néfaste. Malheureusement la parution hebdomadaire du Militant est bien menacée.

6 . Si l'Opposition est plus forte que le parti officiel, elle s'approprie naturellement les fonctions du parti. Si sa prépondérance est tout à fait évidente, elle peut très bien prendre même le nom du parti en se déclarant en même temps section de l'I.C. - et en proposant au parti officiel l'unification. Notre attitude principielle ne change donc pas de ce fait. Mais le rapport des forces est un facteur décisif pour notre tactique. Même en France, si l'organisation du parti est tout à fait faible dans un coin pour poser sa candidature et si nous existons, nous devons naturellement présenter notre candidature aux élections en question. Il ne s'agit pas de quelque fétiche doctrinaire, mais d'attitude compréhensible aux ouvriers communistes et correspondant aux rapports de forces.

Les fruits du travail à l'étranger

25 juillet 1930

Chers amis,

Nous n'avons pas encore reçu le texte de l'appel au XVI^e congrès du parti. Autant que nous puissions en juger d'après les informations de seconde main par lettres que nous avons reçues, l'appel était rédigé sur un ton digne et ferme, le seul qui réponde aux besoins de la situation actuelle.

Les organisations de nos camarades d'idées étrangers sont entrées dans une période de croissance et d'expansion de leurs activités. Un groupe impressionnant, sérieux, d'émigrés indochinois a rejoint la Ligue communiste à Paris. Ils ont organisé une manifestation devant le palais présidentiel, déployant une banderole réclamant l'annulation de la peine de mort pour trente-neuf révolutionnaires indochinois. Cette manifestation - petite, mais bien organisée - a pris à l'improviste la police, duré une demi-heure et provoqué des articles enragés dans la presse bourgeoise. Douze camarades ont été arrêtés dont onze indochinois, qui risquent de sévères peines de prison. La Ligue communiste a décidé de publier deux fois par semaine désormais son hebdomadaire La Vérité. En outre elle publie des tracts et des bulletins d'information en grandes quantités.

Je vous ai déjà informés qu'un groupe très sérieux de camarades d'idées dans le parti italien nous avait rejoints (indépendamment des bordiguistes qui gardent une attitude attentiste, ne voulant pas prendre cette décision irrévocable sans Bordiga). Ces camarades d'idées italiens publient la brochure de T(rotsky) sur la "troisième période" en italien. En Espagne, le premier numéro du journal Contra la Corriente devait paraître le 1^{er} juin. Au Brésil, une publication de l'Opposition en portugais a commencé à sortir. A Paris, outre La Vérité et la revue mensuelle solidement installée La Lutte de Classes, ont paru trois numéros d'un journal juif d'opposition qui est maintenant diffusé internationalement (aux Etats-Unis et en Argentine). Nous venons juste de nouer en Grande-Bretagne des liens très prometteurs. Les oppositionnels tchécoslovaques ont participé à la manifestation du 1^{er} Mai sous leur propre drapeau: "Vive les *Etats-Unis soviétiques d'Europe*". Ce fut le seul être confisqué par la police.

Nos camarades d'idées dans les pays capitalistes se distinguent comme un courant révolutionnaire prolétarien authentique de grande qualité, qui étudient les documents, réfléchissent aux questions et apprennent à se tenir sur leurs propres pieds. Nous avons toutes raisons de croire que nous ferons dans les prochaines années un grand pas en avant. Il va devenir de plus en plus difficile pour les partis communistes de repousser les attaques de l'Opposition en recourant aux calomnies stupides sur "la contre-révolution", etc. La voie vers le parti communiste soviétique peut être ouverte par l'I.C. Cela ne veut pas dire bien entendu que le travail à l'intérieur de l'U.R.S.S. soit devenu secondaire. Non, sans le travail à l'intérieur de l'U.R.S.S., l'Opposition internationale serait sérieusement affaiblie. Mais du fait qu'il n'existe pas à l'étranger d'obstacles mécaniques au succès de l'Opposition les résultats politiques et organisationnels du travail de l'Opposition apparaissent clairement et, pour ainsi dire, portent leurs fruits en Europe plus tôt qu'en U.R.S.S.

La conclusion générale: malgré toutes les difficultés, l'Opposition a toutes les raisons de regarder les lendemains avec confiance.

Des sujets d'affliction

26 juillet 1930

Cher camarade Gérard,

1 . Je prends acte de notre "défaite". Rien à faire. Quand on est en lutte, on doit envisager les défaites comme les victoires. Et chez la classe opprimée à laquelle nous appartenons avec vous, les premières sont plus nombreuses.. Mais, si le versement de droit joue un rôle pourquoi a-t-on accepté ce versement ? Je me souviens que la camarade Marguerite a renvoyé à Rieder le chèque. Pourquoi n'a-t-on pas suivi la même voie ?

Mais ce que je veux faire coûte que coûte, c'est ajouter à mon livre sur la révolution permanente un appendice consacré à mon procès. Je dois avoir pour cela a) l'arrêt de la cour, b) l'exposé écrit de l'avocat, c) mon analyse des notes de Parijanine.

Je prendrai ainsi ma revanche. Je vous prie de m'envoyer ces trois textes. Mais est-ce que Kra acceptera un appendice qui ne pourra d'ailleurs qu'être avantageux pour la vente ?

2 . Je dois dire que la seconde partie de votre lettre concernant la manifestation indochinoise, le camarade M[olinier] etc., m'a beaucoup plus affligé que l'annonce de notre défaite. Je vois qu'il y a des questions où nous ne nous comprenons pas, malgré tous les efforts Vous m'aviez communiqué qu'il n'y a jamais eu de divergences sur la question indochinoise. Cette fois-ci, vous répétez la même affirmation, mais vous y ajoutez entre parenthèses "à l'exclusion de Frank, solidaire de Raymond". Mais ainsi vous désavouez votre première communication. Vous confirmez ma première supposition que j'étais déjà prêt à interpréter comme un malentendu. Mais vous continuez à caractériser les objections de ces deux camarades comme "désordonnées". etc. sans donner leur contenu politique. Or c'est la méthode qui est entièrement fautive, qui envenime la discussion, qui n'éduque personne, qui n'avance rien. Vous parlez de nouveau de "l'incompréhension, des moyens douteux" etc. Or j'ai proposé déjà officiellement et formellement, s'il y a des accusations pareilles, elles doivent être soumises à l'étude d'une commission spéciale. Vous feriez bien de recourir à ce moyen au lieu de répéter des accusations vagues. Et quant à moi je ne puis participer qu'à la discussion politique, où l'on emploie des arguments que je puisse contrôler. J'ai déjà exposé mon point de vue dans ma réponse à Naville, à vous et à Gourget. Je vois que cette fois aussi je n'avais aucun succès. Vous ne vous occupez point de mes arguments comme je m'occupe des vôtres, vous répétez seulement les vôtres.

Quant à la manifestation elle-même, elle a fait honneur à l'énergie et au dévouement de nos camarades indochinois. Cette manière d'agir des étudiants révolutionnaires correspond tout à fait à la situation politique de leur pays. Mais le fait qu'ils ont organisé la manifestation spontanément, sans même s'entendre avec la Ligue et sans donner au moins à ses membres la possibilité de participer à leur manifestation, est une défaite pour la Ligue et non une victoire. C'est pourquoi, quand on oppose cette manifestation à celle que j'ai proposée contre l'affaire du complot, je ne puis que m'étonner. Les Indochinois, à l'insu de la Ligue, se sont solidarisés héroïquement avec les condamnés de leur pays.

Comment cela peut-il remplacer le devoir de la Ligue de se solidariser énergiquement et même farouchement avec les accusés du complot ?

Or votre appréciation de la manifestation est si sommaire et imprécise et l'opposition faite par Naville entre deux manifestations, l'une proposée et l'autre réalisée, est si fautive que je répète avec une double vigueur: il y a des divergences sur la manifestation indochinoise entre nous. Je ne connais point la critique de Frank et Molinier. Dans la lettre de Molinier que j'ai reçue récemment, il parle de différentes questions politiques d'une manière tout à fait sérieuse et tranquille, mais il ne dit rien de la question indochinoise. Ce qui m'intéresse le plus dans sa lettre, c'est l'affirmation de sa bonne volonté de collaborer avec tous les autres membres de la C.E. et de la Ligue, et son assurance que la crise n'aura pas des conséquences fâcheuses. Je dois dire que le ton de votre lettre est beaucoup moins rassurant.

Une lettre regrettable

26 juillet 1930

Cher camarade Naville,

1 . Dans le nouveau numéro du Biulleten russe, on peut trouver tout ce qui peut intéresser le lecteur de La Vérité sur la question russe.

2 . L'article dont je vous ai parlé, "Staline comme théoricien" est précisément consacré à la conférence de Staline aux marxistes agraires que vous mentionnez dans votre dernière lettre. Puisque cette élaboration de Staline - point culminant de son arrogante ignorance - est traduit en langues étrangères, j'espère que mon article sera peut-être utile dans différents pays.

3 . Vous annoncez le manifeste international dans le premier numéro du bulletin. Mais ne craignez-vous pas des objections de la part des différentes sections ? Est-ce que ce ne serait pas mieux de soumettre préalablement ce texte aux sections affiliées ?

4 . Oui, je parlais du manque de votre article dans le n°44. Et le numéro entier a paru aux camarades un peu négligé (moi, je n'avais pas le temps de le lire). Etant donnée l'absence de Rosmer, j'étais inquiet que ne soyez trop absorbé par La Lutte et d'autres choses au détriment de La Vérité. Ma question n'avait pas d'autre sens.

5 . Quant à la seconde partie de votre lettre, je ne puis que regretter que vous l'ayez écrite. Si vous croyez que je base mes opinions et mes appréciations sur des informations unilatérales et même déloyales, je ne puis que regretter la légèreté avec laquelle vous formez vos opinions et appréciations. Je n'étais tout ce temps en correspondance qu'avec Rosmer, vous et Gérard. J'ai exposé assez brutalement à Gérard mes inquiétudes basées exclusivement sur des faits politiques et sur vos lettres. J'ai donné à Gérard le dernier conseil au moment de son départ, de ne pas accumuler les malentendus et de poser chaque question franchement et ouvertement. Or j'ai dû constater pendant les derniers mois non une amélioration mais une aggravation. Tout cela n'avait aucun rapport avec vos dissentiments avec Molinier. Je n'en savais rien. Je me suis dit maintes fois et je vous ai écrit deux ou trois fois que je prévois l'inévitabilité d'une discussion entre nous. Or maintenant, quand je l'ai fait avec le plus grand retard après des tentatives d'attirer l'attention sur quelques points, vous envisagez ma lettre-circulaire à peu près comme une manœuvre pour "soutenir" Molinier. Je ne soutiens pas des personnes, je soutiens des idées et des méthodes. Si Molinier est d'accord sur ce point avec moi, je suis naturellement prêt à le soutenir dans ces limites contre vous. Sans aucune prévention pour qui que ce soit. Et je vous prie d'être sûr que, si quelqu'un s'occupe dans ses lettres de vous "dénigrer", c'est à peine s'il m'influencera en sa faveur.

Je dois d'ailleurs vous répéter ce que j'ai écrit à Gérard, que l'état d'âme de Molinier, autant que je puisse le juger d'après sa dernière lettre (la troisième ou quatrième que j'aie reçue de lui pendant une année) démontre une bonne volonté de travail commun. C'est pourquoi votre dernière (lettre) me frappe péniblement.

Une lettre de Naville

27 juillet 1930

Cher ami, je n'ai pas voulu vous déranger dans votre asile. Malheureusement j'y suis forcé par la dernière lettre de N[aville], où il parle de la lettre de F[rankel] à vous comme d'une partie de tout un système de « dénigrement » à son égard, d'une information "déloyale" et "malhonnête". Il y met en cause M[olinier], Léon et Fr[ankel]⁴.

Or, vous devez savoir mieux que personne que j'avais les mêmes idées sur N[aville] - sur ses côtés excellents comme sur les mauvais - et sur les dangers qui s'en ouvrent (sic)- quand il n'y avait aucune question "M[olinier] " et quand je n'avais même pas soupçonné l'existence de F[rankel]. La meilleure preuve : ma lettre de janvier à M[olinier].

Je me suis servi de quelques paroles de Frankel non pour former mon opinion mais pour donner à vous un nouveau témoignage. C'était de ma part une certaine indiscretion à l'égard de Frankel. Mais le caractère intime de notre correspondance entre amis a excusé dans mes yeux cette indiscretion. Vous avez trouvé bon d'écrire là-dessus à Frankel. J'en étais étonné. Frankel vous a répondu dans un ton de confiance complète qu'il a envers vous. Maintenant, vous avez trouvé nécessaire d'envoyer la copie de sa lettre à N[aville].

Dans mes dernières lettres à vous, J'ai employé à l'égard de N[aville] des expressions brutales qui dépassent de beaucoup ma pensée. Je me suis dit : R[osmer] me comprendra, des exagérations pareilles dans une lettre entre amis n'expriment que le besoin de *souligner* quelque chose, *d'attirer* l'attention d'autrui. Or je suis déjà presque obligé de me demander si les copies de mes lettres ne sont pas chez N[aville]. Je n'ai rien à lui cacher. S'il se donne la peine d'y réfléchir, il comprendra ce que signifie telle ou telle expression brutale. Mais, tout de même, je devrai être plus prudent dans l'avenir dans mes lettres amicales, avec des allégations personnelles, et des expressions énergiques.

Je vous prie de ne pas prendre trop au tragique tout cela comme je ne le fais pas moi-même. Je veux seulement arrêter un processus qui s'embrouille. Je suis déjà forcé de cacher la lettre de N[aville] aux yeux de Léon et de Fr[ankel] (qui est mon secrétaire)...

Je crois qu'on devrait passer à l'ordre du jour.

Mes meilleurs saluts pour vous et pour M[arguerite].

Tout à vous comme toujours.

L. T.

⁴ Le 20 juillet 1930, Pierre Naville avait écrit à Trotsky : " ... je veux vous dire que j'ai reçu une copie d'une lettre du camarade Frankel à Rosmer à mon sujet. Voilà une lettre très sujette à la psychanalyse! Même si vous n'aviez pas connaissance de cette lettre, vous avez évidemment connaissance des arguments qu'elle contient [...] Je suis obligé de constater qu'il y a eu et qu'il y a une entreprise systématique de dénigrement à mon égard. " Il parle de la "manière déloyale et franchement malhonnête", du "rôle joué par le camarade Frankel et Léon en accord avec Molinier".

Pour qui a lu la correspondance de Harvard, il n'est pas discutable que Molinier, Sedov et Frankel avaient partie liée et cherchaient à manœuvrer Trotsky. Mais le provocateur Senine - agent du G.P.U. - manœuvrait aussi les manœuvriers. Dans une lettre à Sedov du 28 juin, Molinier informe Sedov de l'indignation éprouvée par... Senine à la suite d'une conversation avec Naville, qu'il traite de "salaud". Il termine cette lettre ainsi : "Je t'écris cette lettre pour toi - et pour Frankel. Gardez-la pour vous. Nous allons demain à la frontière, Frankel, Senine, Obin et moi, pour avoir une petite conférence sur ces questions. Je vais insister auprès de Senine pour qu'il rapporte lui-même cette conversation à L. D. par une lettre. Cela n'a pas du tout l'aspect d'un mouchardage (sic) Mais c'est très significatif. "

Une méthode de direction erronée

30 juillet 1930

Cher camarade Landau,

Je n'ai nullement l'impression que la direction allemande agisse correctement et cette impression défavorable est due à la lettre du camarade Müller ainsi qu'à la vôtre. La politique que mène la direction envers les groupes et les camarades que nous n'avons pas encore gagnés ou au moins pas complètement gagnés me semble beaucoup trop empreinte d'une politique de prestige formel. Il ressort de votre lettre que le groupe berlinois, à en juger du moins par le nombre d'acheteurs du Kommunist, est de la même importance que celui de Leipzig. Il ne s'agit donc pas du camarade Well, mais bien du groupe de Leipzig. Müller me semble avoir pour seule ambition de faire revenir l'Opposition à la position d'impuissance de (? ? ?) dans ces dernières années.

Je ne veux pas exagérer l'importance de l'affaire Grylewicz, mais toute la méthode de la direction dans cette affaire et particulièrement la méthode du camarade Müller, était erronée. Ce n'est pas un exploit de disperser (? ? ?) et de rester ensuite dans la même famille: ce genre d'exploit a été pratiqué à l'envi par les groupes autrichiens. Il est possible que ne puisse tout saisir d'ici et que je me trompe. Il ne me reste donc rien d'autre à faire que d'attendre et de voir ce à quoi vous aboutirez en poursuivant sur la voie où vous vous êtes engagée

Incompréhension

30 juillet 1930

Cher camarade Neumann,

De nouveau, vous me mettez par votre lettre dans une situation des plus embarrassantes car vous ne me donnez absolument aucun point d'appui politique me permettant de me faire une opinion. Vous accusez les autres, sans formuler clairement en termes politiques, comme c'est l'habitude chez nous autres marxistes, en quoi consistent précisément vos accusations, de sorte que je ne peux rien trancher.

Que vous ayez quitté la direction parce que Landau ne vous plaît pas, je ne peux et ne pourrai jamais le comprendre. Si j'ai parlé de Joko, Grylewicz et vous-même comme d'un "groupe", c'est parce que vous avez démissionné de la direction pour les mêmes raisons. Il est bien possible que tout n'aille pas au mieux dans l'Opposition allemande, j'en conviens, mais je doute fort que la voie que vous avez empruntée jusqu'à présent puisse améliorer les choses.

Je regrette fort de ne rien pouvoir vous dire d'autre provisoirement, mais je suis prêt à tout instant à changer mon point de vue au sujet de l'organisation allemande, pour peu que vous fassiez passer votre combat sur le terrain politique et théorique, et que vous nous présentiez des arguments de quelque consistance en ce domaine.

Staline et son Agabekov

juillet 1930

Les émigrés Gardes-blancs sont en train de célébrer une nouvelle victoire. Un autre agent soviétique, Agabekov, vient juste d'entrer dans leur camp: il est maintenant sous la protection spéciale des agents de Tardieu. Les vantardises des Blancs ne sont pas infondées: un collaborateur responsable du G.P.U. les a rejoints. Il est en train de préparer ou a déjà préparé un livre dans lequel il révèle l'activité du G.P.U. en Orient. Le modèle pour ce genre de livre a été fourni par Bessedovsky. Les questions privées et clandestines qui sont inéluctablement liées à la lutte de classes du gouvernement ouvrier contre ses ennemis impérialistes sont étroitement entrelacées avec les inventions et les calomnies de ces messieurs, taillées au goût de leurs maîtres.

La presse blanche a déjà donné un compte-rendu vivant du grand service rendu à la Siguranza (la police secrète) roumaine par le stalinien d'hier Bessedovsky, à travers ses révélations sur le gouvernement soviétique. Agabekov commence par donner l'adresse de l'agence soviétique à l'étranger.

Venu tout droit de Moscou à Constantinople, il a passé les quelques mois suivants à préparer sa dénonciation. Aussi ne s'agit-il pas du cas d'un fonctionnaire qui a vécu quelques années à l'étranger et ensuite "a rompu" avec son pays. Non, c'est le cas de quelqu'un qui avait franchi l'épreuve de Moscou et n'a été que récemment promu à un poste nouveau. Il avait subi l'épreuve deux fois: du point de vue de son travail spécial et du point de vue de la ligne du parti. S'il ne l'avait pas fait, Agabekov n'aurait pas été nommé à un poste rendu vacant seulement par la mort de Blumkine. C'est là l'ironie du sort de Staline: ayant tué Blumkine, il n'a trouvé pour le remplacer qu'Agabekov.

Nous avons reçu une confirmation de première main. Agabekov a dit à la presse que Blumkine a été fusillé parce qu'il était un partisan du "trotskysme", et que lui, Agabekov, a été convoqué à Moscou parce qu'il était un ferme partisan de la ligne générale. Il a été conduit dans cette situation à la fois parce qu'il avait son travail spécial et à cause du "trotskysme". Les experts staliniens comme Menjinsky, Iagoda, Trilisser (n'y avait-il pas Jaroslavsky ?) n'ont pas trouvé la moindre tâche politique sur Agabekov.

Après qu'ils l'aient soigneusement éprouvé et lui aient donné leurs instructions, il a été envoyé à Constantinople pour remplacer Blumkine qui avait été récemment fusillé par Staline.

Tout de suite après son arrivée, Agabekov a commencé à écrire un livre, ou plutôt un rapport pour les agents de l'impérialisme mondial sur les activités secrètes du G.P.U. et de l'I.C. en Orient. Dès qu'il a eu terminé son livre, il l'a emporté à Paris et s'est placé sous la protection des agents de Tardieu.

Le diplomate qui jouissait de la confiance de Staline, Bessedovsky, avant de sauter de la fenêtre de l'ambassade pour offrir ses services à la Siguranza roumaine, disposait de tous les documents et de tout ce qui concernait Rakovsky. Pas seulement. Il avait aussi un rôle dans l'expulsion de Rakovsky. Khristian Georgevitch Rakovsky n'était pas un homme à qui l'on pouvait suffisamment "se fier": d'abord il n'avait pas admis que le véritable socialisme russe puisse être construit au moyen du koulak, puis il nia que le koulak puisse être éliminé en deux ans par le G.P.U. "Indigne de foi" et "inconsistant", Rakovsky avait été mis dans des conditions qui l'empêchaient de poursuivre son travail révolutionnaire, qu'il avait poursuivi pendant quarante ans sans interruption et le livraient aux violences physiques. Mort à Rakovsky ! Feu vert pour les Bessedovsky !

A partir de 1924, la pratique a été instituée, dans le G.P.U. et peu après dans l'armée, que les communistes devaient non seulement dans l'armée remplir leurs obligations à l'égard du parti, mais devaient aussi être d'accord sur le moindre détail avec le comité central. Ultérieurement, la procédure a été étendue au parti et augmentée avec la clause que le comité central devait être d'accord avec Staline sur le moindre détail. Le monolithisme stalinien semblait garanti à 100%. Mais maintenant une brèche a été ouverte: sans le droit de penser, de raisonner, de douter, les staliniens monolithiques ont commencé à sauter directement des hauteurs des postes responsables dans les services secrets français, britanniques et roumains. Au cœur de la bataille menée par Staline et Boukharine contre les trotskystes, les centristes couraient derrière eux comme une immense queue réactionnaire qui les battait par-dessus leur tête. Les Bessedovsky et les Agabekov ne sont qu'une partie de cette queue. Les Thermidoriens dégénérés à l'étranger se sont complètement démasqués, car il n'y a pas grand chose qui les sépare de leur maître. Et en U.R.S.S. ? Combien y a-t-il de Bessedovsky et d'Agabekov dans chaque institution, chaque région, chaque district. Qui peut les compter, pendant qu'ils comptent eux-mêmes ? Qui les purgera du parti alors que c'est eux qui le purgent des autres ? Qui percevra leurs "hésitations" quand ils n'hésitent pas jusqu'à leur trahison ?

L'Opposition de gauche ne serait pas digne de ce nom si elle n'était pas capable de tirer les conclusions nécessaires de l'affaire Agabekov et de l'expliquer aux ouvriers communistes. Tout membre de l'I.C. doit être placé devant le fait que Blumkine, irréprochable soldat de la révolution, a été fusillé par Staline pour "trotskysme" et qu'Agabekov, le stalinien loyal choisi pour le remplacer, s'est vendu à la police impérialiste.

Les Agabekov constituent une couche énorme de la bureaucratie stalinienne: ce sont un produit naturel du régime stalinien. Les fonctionnaires peuvent se fermer les yeux devant ces faits. L'ouvrier révolutionnaire doit discerner les graves dangers qu'indiquent ces symptômes.

Parabole sur le cafard

Juillet 1930

Staline dans ses remarques de conclusion, a dit que Rykov, Boukharine et Tomsy ont pris peur à la minute où ils ont entendu "un cafard bruissant quelque part avant même d'avoir eu le temps de sortir de son trou". Cette référence vise apparemment à mécontenter les koulaks et les paysans moyens. En outre, le cafard en question se révèle avoir été "faible et mourant". Cela complique un peu la métaphore. Qu'un faible cafard fasse un bruissement nous l'acceptons; mais pour un cafard mourant - franchement - nous avons des doutes. Nous sommes bien d'accord avec la morale qu'il ne faut pas avoir peur d'un cafard même vivant en bonne santé. Mais d'un autre côté, nous supposons qu'en aucun cas il ne faudrait appeler un cafard un "raisin" comme certain "Père de village" - un des "serviteurs de notre économie" l'a fait quand un cafard cuit s'est révélé dans son pain quelque chose qui s'est médiocrement reflété sur la ligne générale. En outre, il y a des gens - pas seulement des travailleurs de l'économie, des économistes, qui croient et enseignent que le koulak en général est un mythe et que le socialiste peut très bien être concilié avec ce "paysan moyen puissant". En un mot, pendant quatre ans, ils ont ardemment essayé de faire de ce cafard un raisin du socialisme nationale. Cela aussi, on pouvait l'éviter .

Un autoportrait

Juillet 1930

L'irremplaçable collègue Jaroslavsky, dans l'intérêt de l'autocritique, a lu au congrès une description d'un communiste donnée par une organisation d'une localité perdue : " Consistant, politiquement instruit, il n'a pas de fermes convictions à lui. Il attend ce que les autres vont dire". Le rapport mentionne "rires". Mais si on prend la peine d'y réfléchir, ce n'est pas du tout un sujet qui fasse rire. Et c'est peut-être la raison qui le rend ridicule. Ma description a frappé juste.

Oui, prenons Jaroslavsky. En 1923, il écrivait à Trotsky un panégyrique. En 1925, il parlait de son accord avec le léninisme de Zinoviev qui était entièrement dirigé contre Staline. En 1929, il écrivait que Boukharine n'exprimait aucune déviation et qu'il éduquait la jeunesse dans "l'esprit du léninisme".

Mais peut-on dire que Jaroslavsky est inconsistant ? Non, on ne le dira pas. Il est tout à fait consistant, même trop. Politiquement illettré ? Non, bien entendu, non. Au pire semi-instruit. A-t-il des convictions fermes ? Il semble que non. Mais comment se fait-il que lui, Jaroslavsky, sans convictions fermes, se maintienne au sommet ? Très simple. "Il attend ce que les autres vont dire".

Non, le congrès n'aurait pas dû rire. La description est parfaite.

Qu'est-ce que Manouilsky respecte ?

Juillet 1930

Au congrès, Manouilsky a montré, comme d'habitude, le chemin au prolétariat mondial: "Une lutte ouverte, audacieuse, bolchevique, indépendamment des individus impliqués, contre toutes les formes d'opportunisme pratique".

Un Manouilsky qui agit "indépendamment des individus impliqués". Et pour quoi, pour parler précisément, a-t-il l'intention de montrer du respect à partir de maintenant ?

Deux et pas même un ?

juillet 1930

L'une des premières sessions du 16^e congrès du parti a été saluée par le commandant de l'armée d'Extrême-Orient, Blücher. La fait n'a en soi aucune signification politique et mériterait à peine d'être mentionné. Et il n'a non plus aucune signification pour le parti: si Blücher, en tant que soldat, est très inférieur à Boudienny, au sein du parti, il lui est très peu supérieur. En outre le discours de salut de Blücher a été préparé à l'avance par Vorochilov et, par conséquent mal préparé. L'esprit du laquais qui s'aligne sur ordre le pénètre de bout en bout. Le discours a vanté les louanges de Staline, fait des salutations ardentes pour Vorochilov, ainsi qu'un certain nombre de piques dirigées contre la droite, à laquelle Blücher n'avait fait attention que la veille. Tout est en ordre. Il y avait aussi un aveu intéressant: "Dans la période entre le 15^e et le 16^e congrès, notre parti et nos jeunes dans l'armée ont mené une lutte couronnée de succès contre le trotskysme". Le 15^e congrès, on l'a dit à l'époque, a finalement mené la lutte contre le trotskysme et l'a complètement liquidé. Et maintenant on apprend de Blücher qu'une "lutte couronnée de succès contre le trotskysme" a été menée dans l'armée pendant deux ans et demi, entre les 15^e et 16^e congrès. On peut supposer qu'au 17^e congrès on trouvera pas mal d'éléments valables sur le cours ultérieur de cette lutte qui n'est pas plus tôt terminée qu'elle recommence aussitôt. Le temps nous dira.

Mais nous nous sommes arrêtés au discours de Blücher, non pour ce qu'il avoue, ou pour son ton général, qu'on peut résumer par les mots "A votre service". Dans ce discours ou au moins dans les comptes-rendus qui en sont faits, il y a un point d'une grande signification - un point qui ne caractérise pas Blücher, mais ce qui est en train de se faire dans le parti et avec lui. Selon le compte rendu de la Pravda du 28 juin 1930, Blücher a déclaré: "Nous, combattants de l'Armée rouge, pouvons fièrement vous rendre compte que pendant ces batailles, nous n'avons pas eu une seule défection, un seul déserteur passé à l'ennemi. L'armée a manifesté un grand dévouement politique et de classe à la construction socialiste". Tout révolutionnaire ne peut que saluer cette information. Malheureusement cependant, il existe une seconde version qui sape notre confiance dans tout le compte-rendu. Le journal Rabotchi, le quotidien du comité central du P.C. biélorusse, donne comme suit cette citation de Blücher:

"Nous pouvons fièrement vous rendre compte que nous n'avons pas eu de défections ni un seul déserteur vers le camp de notre ennemi. Nous avons seulement deux taches honteuses, tristes: deux recrues qualifiées qui avaient servi pendant neuf mois sont passés à l'ennemi. Tous deux se sont révélés trotskystes".

Les mots soulignés ne figurent pas dans le compte rendu de la Pravda. Blücher les a-t-il prononcés ou non ? S'il nous faut en juger par le texte, nous devons conclure que ces mots ont été arbitrairement et de façon incongrue insérés dans le rapport après qu'il ait été fait, ce qui a donné une évidente absurdité. Il dit d'abord qu'il n'y a pas eu "un seul déserteur" puis on dit qu'il y en a eu deux. De toute évidence, il manque quelque chose. S'il n'y en a pas eu un seul, d'où viennent les deux ? Et s'il y a eu réellement deux déserteurs, comment peut-on dire qu'il n'y en a pas eu un seul ? Supposons pourtant que Blücher ait été inconséquent; dans son discours, il y a malheureusement plus d'ardeur que de raison. Mais alors, pourquoi la Pravda ne rend-elle pas compte de l'information sur les deux déserteurs ? Pourquoi la Pravda a-t-elle caché les intrigues contre-révolutionnaires des "trotskystes" ? Si la Pravda n'a rien caché, si Blücher n'a pas dit cela, alors comment se fait-il que cela paraisse le même jour dans Rabotchi de Minsk ?

Nous savons très bien comment est préparée toute l'information concernant le congrès. Pas une seule ligne ne quitte les confins du congrès sans un visa de la commission spéciale. Cela signifie que l'histoire sur les déserteurs trotskystes ne pouvait pas être inventée à Minsk. Elle devait être envoyée de Moscou avec le sceau de la commission du congrès. Mais alors pourquoi ces lignes sont-elles omises dans la Pravda ? Telle est la première question.

Mais il y en a une deuxième. Deux recrues qualifiées "sont passées à l'ennemi", nous dit Blücher ou quelqu'un qui l'incarne. "Tous deux se sont révélés trotskystes". Ces mots ont été imprimés en gros caractères dans le journal de Minsk. Naturellement ! Mais cela est dénué de sens. Entre le 15^e et le 16^e congrès, selon Blücher, l'armée a été complètement purgée des résidus du trotskysme. Pourquoi ne l'a-t-elle pas été de ces deux également ?

Evidemment ils n'étaient pas connus jusqu'au moment de leur fuite. Comment Blücher a-t-il découvert qu'ils étaient "trotskystes" après leur fuite ? "Tous deux se sont révélés trotskystes". Qu'est-ce que ça veut dire, "révélés" ? Comment, de quelle façon ? L'eau est trouble, si trouble qu'elle semble stagnante. Et il se pourrait que quelqu'un y soit tombé.

Finalement, il y a une troisième question. Pourquoi les "trotskystes" doivent-ils fuir dans le camp de la contre-révolution chinoise ? Tchiang Kaï-chek est à sa tête. Il n'a jamais été notre allié. Il était l'allié de Staline. Il est venu négocier avec Staline. Une semaine avant le coup sanglant de Tchiang Kaï-chek en avril 1927, Staline, dans la Salle des Colonnes, s'est porté garant de la loyauté de Tchiang Kaï-chek. Le parti de Tchiang Kaï-chek appartenait à l'I.C. avec voix consultative. L'Opposition a combattu cela avec intransigeance. Staline et Rykov échangeaient des photographies avec Tchiang Kaï-chek. Trotsky a reçu d'un bureau de l'I.C. un portrait de Tchiang Kaï-chek avec une demande d'envoyer le sien en échange. Trotsky a refusé et renvoyé le portrait. Staline enseignait que le Guomindang de Tchiang Kaï-chek était un substitut pour les soviets. L'Opposition a dénoncé l'alliance entre Staline et Tchiang Kaï-chek comme une trahison de la révolution. Pourquoi donc les "trotskystes" devraient-ils fuir dans le camp de Tchiang Kaï-chek ? Ne vaudrait-il pas mieux, mes bons messieurs, vous tenir cois là-dessus ?

Nous ne savons pas qui est tombé dans cette crise de racontars: Blücher ou celui qui a publié son discours, ou les deux. Mais il est clair que quelqu'un ici a dépassé les limites de la vraisemblance. C'est pourquoi la Pravda a refusé de l'imprimer.

On a décidé, et non sans raison, que c'était trop stupide. Mais en même temps, la commission du congrès hésitait: peut-être quelqu'un y trouverait de l'intérêt; vraiment, un morceau si séduisant. D'un côté, pas un seul déserteur, de l'autre, pas un mais deux "trotskystes" et mieux encore, révélant un lien direct entre l'Opposition et Tchiang Kaï-chek. Dommage: on l'a fait parvenir à Minsk.

Pour conclure, un coup d'œil sur la composition de la commission. Elle comprend l'ancien S.R. Berdnikov, qui est prêt à tout; l'ancien secrétaire de Staline, Nazaretian, qui a une réputation bien méritée; l'ancien menchevik Popov, assistant de Berdnikov; le chef cuisinier du bureau d'Histoire du Parti, Saveliey; et l'ancien secrétaire de Staline, Tovstoukha. Cela devrait suffire.